



A

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2015-62**

Séance du 19 octobre 2015 à dix-huit heures trente

L'an deux mille quinze, le dix neuf octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents:

MM Caizergues, Carbonneill, Joly, Hervet, Laget, Lenoir, Perez, Petit, Serra, Weber
Mmes Albigès, Bertin, Castillo, Fraisse, Olivier, Pervent, Maury, Vilaplana

Absents excusés:

Mme Bérard procuration à Mme Pervent, Mme Vella procuration à M. Perez, M. Billette procuration à Mme Vilaplana, M. Palau procuration à M. Caizergues, Mme Chibani

Secrétaire de séance: Mme Vilaplana

Nombre de membres en exercice: 23

Présents: 18

Procurations: 4

Absents: 5

Votants: 22

Date de convocation et affichage

14 octobre 2015

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole: schéma de mutualisation

M. le maire rappelle que comme la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 le prévoit, les communes et leurs intercommunalités doivent adopter avant la fin de l'année 2015 un schéma de mutualisation des services qui concourt à l'amélioration de l'organisation des services selon les termes inscrits à l'article L5211-39-1 du code général des collectivités territoriales et complétés par les dispositions de la loi du 07 août 2015 sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

L'élaboration du projet de schéma de mutualisation au sein du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole correspond à l'expression d'un véritable projet politique.

En effet, au travers du pacte de confiance métropolitain, les élus ont souhaité profiter de la transformation de l'agglomération en métropole pour se réinterroger sur les fondamentaux de la coopération intercommunale.

Le pacte précise « l'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'action publique au service des communes. Elle est dédiée à l'animation du projet commun, la mise en œuvre des politiques qui projettent le territoire à l'extérieur, tout en appuyant et valorisant les fonctions de proximité de l'échelon communal ».

Il souligne « la Métropole place la solidarité et coopération au cœur de son projet politique. Elle encourage notamment les communes à s'associer pour porter des projets s'inscrivant dans la dynamique métropolitaine ».

Dans ce contexte, l'élaboration du schéma de mutualisation est une occasion majeure de donner corps à cette ambition de développement des coopérations de toutes sortes au sein du bloc communal.

La logique de coopérative de services aux communes, qui en est la traduction, constitue en quelque sorte l'ADN du projet métropolitain.

M. le maire énonce que placer la coopération au cœur du projet politique métropolitain appelle à innover pour partager les compétences, mettre en cohérence les politiques publiques et faire mieux avec moins. Face à la réduction des dotations de l'Etat et dans un contexte où la demande de services locaux est toujours croissante, la rationalisation des moyens s'impose à toutes les collectivités.

Accusé de réception en préfecture
034-213401342-20151019-2015-62-DE
Date de télétransmission : 23/10/2015
Date de réception préfecture : 23/10/2015

Il s'agit de réduire voire de supprimer les doublons, de réaliser des économies en mutualisant les achats et de renforcer l'efficacité des services en faisant ensemble au sein des intercommunalités ou en coopérant avec d'autres territoires.

M. le maire expose que le document soumis à l'avis du conseil municipal concrétise l'intense travail d'un groupe, constitué de directeurs généraux et de cadres des communes membres ainsi que des responsables de Montpellier Méditerranée Métropole, animé pendant plusieurs mois par la volonté d'aboutir à la co-construction d'un projet de mutualisation qui emporte l'adhésion.

Il est le fruit des réflexions et des propositions des nombreux groupes thématiques, qui ont permis de confronter les expériences concrètes des agents communaux et intercommunaux afin de faire émerger une culture commune et des projets communs, dans l'intérêt général du « bloc communal ».

M. le maire rappelle que le projet de schéma intègre bien entendu le rapprochement des administrations de la Métropole et de la Ville Centre, qui demeure un des principaux leviers de rationalisation des moyens et d'économies d'échelles afin d'améliorer la qualité de nos politiques publiques tout en préservant les équilibres financiers du bloc communal. Cependant, ce rapprochement ne constitue que le socle d'autres projets de mutualisation à développer avec toutes les autres communes de la Métropole.

Il s'inscrit ainsi dans des projets de coopérations multidirectionnelles au sein du bloc communal métropolitain, ceux-ci pouvant être ascendants, descendants, horizontaux, concerner tout ou partie des communes, sans associer le cas échéant l'établissement public de coopération intercommunal.

Il met en œuvre toute la palette des outils opérationnels de la coopérative de services allant du simple échange de pratiques jusqu'à la création de services communs en passant par la constitution de groupements de commande.

M. le maire énonce que l'état des lieux qui constitue la première partie de ce schéma traduit l'important travail de concertation et de débat démocratique qui a permis depuis le second semestre 2014 de faire émerger une métropole partagée dans le respect toujours renouvelé et réaffirmé des souverainetés communales.

Les propositions de coopérations et de mutualisations nouvelles formulées dans la deuxième partie respectent les principes énoncés dans le pacte de confiance, et notamment la valorisation des actions et des fonctions de proximité, au plus proche des besoins quotidiens de la population de la métropole.

Elles prennent en compte les rythmes d'évolution, d'adhésion et d'intégration souhaités par chacune de communes.

L'ensemble de ces fiches actions constitue un schéma évolutif et vivant qui devra s'adapter aux évolutions du champ d'action communal et intercommunal et fera l'objet d'évaluations régulières permettant les réorientations et les évolutions nécessaires.

M. le maire rappelle que c'est animé par la volonté de poursuivre cette co-construction partagée et dans le cadre des dispositions législatives en vigueur, en application de l'article L 5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, que ce projet de schéma de mutualisation est soumis, pour avis, à chacun des conseils municipaux, dans un délai de trois mois à compter de sa réception, intervenue le 12 septembre dernier.

A défaut de délibération dans ce délai, cet avis sera réputé favorable.

Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire, ou à défaut lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fera l'objet d'une communication du président de la Métropole à son organe délibérant.

Accusé de réception en préfecture
034-213401342-20151019-2015-62-DE
Date de télétransmission : 23/10/2015
Date de réception préfecture : 23/10/2015

M. le maire expose qu'en application de l'article 74 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, après avis des conseils municipaux, approuvera le projet de schéma de mutualisation, lors de sa séance du 17 décembre prochain, avant la date butoir fixée par le législateur au 31 décembre 2015.

M. le maire propose donc au conseil municipal d'émettre un avis sur le projet de schéma de mutualisation des services joint en annexe " Schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes ".

Le conseil municipal entend l'exposé de M. le maire et à l'unanimité:

- se prononce favorablement sur le projet de schéma de mutualisation tel qu'il leur a été présenté
- donne tous pouvoirs à M. le maire pour signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 19 octobre 2015
Roger CAIZERGUES
Maire



Certifiée exécutoire compte tenu de la date :
- d'envoi dématérialisé en préfecture le:
-d'affichage le:

Nomenclature: 5.7.11

Accusé de réception en préfecture
034-213401342-20151019-2015-62-DE
Date de télétransmission : 23/10/2015
Date de réception préfecture : 23/10/2015



montpellier
méditerranée
métropole

Schéma de mutualisation

de Montpellier Méditerranée Métropole
et de ses 31 communes

V2 - SEPTEMBRE 2015

Accusé de réception en préfecture
034-213401342-20151019-2015-62-DE
Date de télétransmission : 23/10/2015
Date de réception préfecture : 23/10/2015

Edito

Dans le cadre d'un large débat démocratique, Montpellier Méditerranée Métropole a construit son projet politique autour d'une ambition essentielle : repositionner l'intercommunalité dans son rôle de coopérative de services aux communes. Cette volonté constitue le socle du schéma de mutualisation tel qu'il est aujourd'hui soumis à l'approbation des conseils municipaux des 31 communes, puis du conseil métropolitain.

En d'autres termes, il s'agit de placer la coopération souple et consentie au cœur du projet intercommunal, et ce, quelle que soit son échelle (entre communes, entre la Métropole et les communes ou entre la Métropole et ses communautés voisines).

Animation de réseaux thématiques, prestations de service, groupements de commande, services communs sont autant de formes que peuvent prendre ces coopérations au service de l'efficacité des politiques publiques et de la solidarité entre territoires.

En dessinant, en concertation étroite avec les 31 communes, cette coopérative de services qui bénéficiera à tous, nous faisons de la mutualisation un projet politique intelligent et porteur de sens.

Le document que vous avez sous les yeux est le fruit d'un intense travail collectif. Il a mobilisé l'énergie et la créativité des maires, des élus métropolitains et de l'ensemble des services des communes comme de la Métropole. Il ne constitue pas un document figé mais une feuille de route partagée qui a vocation à être évaluée, complétée et amendée chaque année à l'occasion du débat d'orientation budgétaire.

« Mettons ce que nous avons de meilleur en commun et enrichissons nous de nos mutuelles différences ». Je souhaite que ces mots de Paul Valéry nous servent de boussole pour faire du schéma de mutualisation un outil du renouveau de l'action publique au service de notre territoire et de ses habitants.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole
Le Maire de la Ville de Montpellier

Sommaire

Préambule	6
PARTIE I : Etat des lieux des pratiques de coopération et de mutualisation au sein du bloc communal	10
FICHE ETAT DES LIEUX N° 01 – PLATEFORME E-ADMINISTRATION	13
FICHE ETAT DES LIEUX N° 02 – PLATEFORME E-MARCHÉS	14
FICHE ETAT DES LIEUX N° 03 – PLATEFORME E-SERVICES	15
FICHE ETAT DES LIEUX N° 04 – RÉSEAU THÉMATIQUE FINANCES ET FISCALITÉ	17
FICHE ETAT DES LIEUX N° 05 – GROUPEMENTS D'ACHATS	18
FICHE ETAT DES LIEUX N° 06 – CONVENTION DE MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS CLIMATIQUES DE MONTPELLIER/3M PAR L'ATELIER CHAUFFAGE DE LA VILLE DE MONTPELLIER	19
FICHE ETAT DES LIEUX N° 07 – CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE LA VILLE DE MONTPELLIER À MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE POUR LE TRAITEMENT ET L'EXPLOITATION DE SES ARCHIVES	20
FICHE ETAT DES LIEUX N° 08 – PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET)	21
FICHE ETAT DES LIEUX N° 09 – SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE INTERCOMMUNAL	22
FICHE ETAT DES LIEUX N° 10 – INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DE DROIT DES SOLS	24
FICHE ETAT DES LIEUX N° 11 – COOPÉRATION COMMUNES-MÉTROPOLE EN AMÉNAGEMENT OPÉRATIONNEL	26
FICHE ETAT DES LIEUX N° 12 – RAYONNEMENT TERRITORIAL DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS MÉTROPOLITAINS	27
FICHE ETAT DES LIEUX N° 13 – RAYONNEMENT TERRITORIAL DES ÉVÉNEMENTS SPORTIFS MÉTROPOLITAINS	28
FICHE ETAT DES LIEUX N° 14 – VALORISATION DES PRODUITS LOCAUX, FÊTES ET TRADITIONS LOCALES	29
FICHE ETAT DES LIEUX N° 15 – OFFRE CULTURELLE POUR LES 11-17 ANS	30

PARTIE II :	
Les pistes de coopérations et mutualisations : une feuille de route pour la mandature 2014 - 2020	33
2.1. Développer les coopérations « à la carte » au sein du bloc communal : la logique de coopérative de services aux communes	34
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 1 – RÉSEAU THÉMATIQUE AFFAIRES JURIDIQUES	35
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 2 – MUTUALISATION DES MOYENS ET SERVICES INFORMATIQUES	36
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 3 – RÉSEAU THÉMATIQUE RESSOURCES HUMAINES	37
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 4 – RÉSEAU THÉMATIQUE COMMUNICATION	38
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 5 – RÉSEAU THÉMATIQUE AMÉNAGEMENT	39
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 6 – STRATÉGIES PARTAGÉES D'ACTION FONCIÈRE	40
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 7 – RÉSEAU THÉMATIQUE PÉRISCOLAIRE	41
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 8 – RÉSEAU THÉMATIQUE ACCESSIBILITÉ	42
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 9 – GESTION DES RISQUES ET DES ÉVÉNEMENTS DE SÉCURITÉ CIVILE	43
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 10 – RÉSEAU THÉMATIQUE ESPACES VERTS	44
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 11 – MUTUALISATION DES SALLES DE SPECTACLE	45
FICHE ACTION PROSPECTIVE N° 12 – RÉSEAU THÉMATIQUE ENSEIGNEMENT MUSICAL	47
2.2. Rapprocher les administrations au sein du bloc communal, et plus spécifiquement la Ville-centre et de la Métropole	44
Les grands principes et objectifs de la démarche	48
Les chantiers associés	48
2.3. Accompagner la convergence des politiques du bloc communal	49
PARTIE III : Un dispositif de suivi et de pilotage spécifique	51
3.1. Des principes de gouvernance qui déclinent le pacte de confiance métropolitain	52
3.2. Des instances de pilotage politiques et techniques spécifiques	52
3.3. Une mise à jour annuelle à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, alimentée par un dispositif dédié de suivi et d'évaluation	54
Annexes	57

Préambule

L'élaboration du schéma de mutualisation, une réponse cohérente à une invitation politique, organisationnelle et juridique

Le présent schéma de mutualisation répond à une triple invitation : politique, organisationnelle et juridique.

Une invitation politique d'abord : la Métropole s'est construite dans le cadre d'un large débat démocratique et avec le consentement éclairé des maires. Dès le départ, au travers du pacte de confiance métropolitain, les élus ont souhaité profiter de la transformation de l'agglomération en métropole pour se réinterroger sur les fondamentaux de la coopération intercommunale. Le pacte précise ainsi « *L'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'action publique au service des communes. Elle est dédiée à l'animation du projet commun, la mise en œuvre des politiques qui projettent le territoire à l'extérieur, tout en appuyant et valorisant les fonctions de proximité de l'échelon communal* ». De même il souligne « *La Métropole place la solidarité et la coopération au cœur de son projet politique. Elle encourage notamment les communes à s'associer pour porter des projets s'inscrivant dans la dynamique métropolitaine* ». Dans ce contexte, l'élaboration du schéma de mutualisation est une occasion majeure de donner corps à cette ambition de développement des coopérations de toutes sortes au sein du bloc communal. La logique de coopérative de services aux communes, qui en est la traduction, constitue en quelque sorte l'ADN du projet métropolitain.

Une invitation organisationnelle ensuite : placer la coopération au cœur du projet politique métropolitain appelle à innover pour partager les compétences, mettre en cohérence les politiques publiques et faire mieux avec moins. Face à la réduction des dotations de l'Etat et dans un contexte où la demande de services locaux est toujours croissante, la rationalisation des moyens s'impose à toutes les collectivités. Il s'agit de réduire les doublons voire de les supprimer, de réaliser des économies en mutualisant les achats et de renforcer l'efficacité des services en faisant ensemble au sein des intercommunalités ou en coopérant avec d'autres territoires.

C'est à cette réflexion sur les compétences exercées et sur l'organisation mise en place qu'incite le schéma de mutualisation et c'est dans ce cadre que s'inscrit le souhait du Président, par ailleurs Maire de la Ville-centre, de rapprocher l'administration de la Métropole et celle de la Ville de Montpellier au service des 31 communes et du projet de territoire. C'est dans cet esprit que cette mutualisation sera ouverte, sur la base du volontariat, à l'ensemble des autres communes qui le souhaitent.

Une invitation juridique enfin : Les communes et leurs intercommunalités doivent initier avant la fin de l'année 2015 leur schéma de mutualisation des services. Prévus par la loi de réforme des collectivités territoriales de 2010, ces schémas concourent à l'amélioration de l'organisation des services selon les termes du législateur inscrits à l'article L 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales.

De l'utilité de définitions partagées

Afin de se doter d'une vision co-construite de la mutualisation sur le territoire, un travail préalable de définitions permet de fixer des références communes. A ce titre, pour le présent document, la mutualisation sera entendue globalement comme la **mise en commun de moyens entre différentes structures**.

Les différentes déclinaisons juridiques possibles de ce principe permettent de construire des relations bilatérales ou multilatérales, allant d'une simple coopération à une vision plus intégrée d'un service au bénéfice des collectivités volontaires.

Ces déclinaisons juridiques, montrant autant d'**outils opérationnels** que l'on peut utiliser pour mettre en œuvre des actions envisagées dans le présent document, sont rappelées en annexe n°1. Elles seront graduées entre de simples mises à disposition (ascendante ou descendante), une vision progressivement plus collaborative par la mise en commun de moyens, voire jusqu'à une logique plus intégrée au travers d'un service commun.

Au-delà de la déclinaison des outils juridiques, la volonté des différentes composantes du « bloc communal » de Montpellier Méditerranée Métropole est de construire un espace de coopération très ouvert, favorisant au sein du bloc communal des coopérations multidirectionnelles. Ces coopérations, qui peuvent être ascendantes et descendantes, verticales ou horizontales, avec l'ensemble des parties prenantes du bloc communal ou seulement une partie d'entre elles, avec des niveaux d'intégration divers allant de l'échange de pratiques au service commun ou la prestation de services, seront l'essence même de l'enjeu local de la coopération : il s'agit ainsi d'identifier une **coopérative de services** au bénéfice des communes membres.

Enfin, pour donner corps à l'ambition d'une Métropole travaillant en bonne intelligence avec ses territoires voisins, telle que le Parlement des territoires en a posé les fondamentaux, il est proposé d'ouvrir des **espaces de coopération aux intercommunalités voisines**. Ainsi, des espaces de dialogue et d'échanges de pratiques pourraient être envisagés, favorisant notamment le partage et la capitalisation d'expériences.

Plus globalement, l'ambition d'ensemble vise à dépasser ce seul cadrage, en faisant émerger une vision commune des besoins et des expérimentations de pratiques collaboratives. **L'objectif est de faire éclore une culture commune** au sein de ce bloc communal, empreint d'un sens commun de la coopérative de services. Afin d'y parvenir, le **levier privilégié est celui de la co-construction**, grâce à la **reconnaissance de l'intelligence collective existante** sur ce territoire.

Des finalités multiples

L'ensemble de la démarche de mutualisation et de coopération au sein du bloc communal poursuit cinq principaux objectifs collectivement définis.

- > Améliorer le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune
- > Mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire
- > Préserver les équilibres financiers du bloc communal
- > Ouvrir aux communes l'accès à de nouveaux services
- > Améliorer le service direct rendu les usagers

Ces cinq objectifs stratégiques sont sous-tendus par un attendu de méthode essentiel : la manière dont la mutualisation est pilotée doit alimenter la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire, telle que le pacte de confiance en dessine les contours.

Une démarche qui s'inscrit dans les principes du pacte de confiance métropolitain

La métropole et les 31 communes souhaitent faire du schéma de mutualisation un outil politique et stratégique au service de principes communs, tels qu'énoncés dans le pacte de confiance métropolitain :

- > **La co-élaboration systématique des projets de mutualisation**, supposant l'instauration d'instance de suivi et de régulation accordant un rôle central aux communes. Cela vaut tant pour la sphère politique, en donnant un rôle d'orientation et d'arbitrage à la conférence des maires que pour la sphère technique, en faisant le choix d'une écriture partagée au sein du groupe de travail de coopération territoriale et du séminaire des 31 DGS.
- > **La capacité d'adhésion à la carte aux différentes actions identifiées dans le schéma** : la souveraineté de chaque commune est respectée, tant dans la possibilité d'adhérer ou pas à une action, que dans le rythme d'intégration souhaité
- > **Le nécessaire caractère évolutif du schéma** : le schéma doit être conçu comme un outil vivant, ayant vocation à s'adapter au rythme et champ d'action de la coopération intercommunale, faisant ainsi une place à l'émergence de nouveaux projets ou à la remise en question de projets peu probants.

Une élaboration qui repose sur les forces vives du bloc communal dans son ensemble

Afin de conduire l'ensemble de la réflexion et de la démarche portée par le présent document et d'apporter conseils et propositions, un groupe de travail technique a été constitué, en charge de la « coopération territoriale », et placé auprès de la conférence des maires, afin d'apporter conseils et propositions de travail.

Ce groupe de travail a eu en charge le recueil des actions existantes, et dans un second temps, l'identification des pistes à proposer pour aller vers plus de mutualisation, au rythme des possibilités en fonction de la situation des communes membres.

Il a également été le lieu d'expression de l'intelligence collective qui a permis l'émergence de la culture commune de la mutualisation.

Les premiers travaux ont rapidement orienté les recherches vers des pistes de collaboration et de coopération entre la métropole et les communes membres. Pour autant, cette première idée a été complétée par la perspective d'un rapprochement plus étroit entre les administrations de la ville-centre et de la Métropole, car elle recèle un vivier d'économies d'échelles plus important.

Ce rapprochement est aussi apparu comme étant le levier principal qui permettrait de proposer des compétences mutualisées, et une expérience de terrain au bénéfice de l'ensemble des communes : en d'autres termes le rapprochement ville-centre / Métropole semble un préalable incontournable de la logique de coopérative de service aux communes, au bénéfice de toutes les composantes du bloc communal.

En termes de calendrier de conduite de la réflexion, différentes phases ont été identifiées. Après un temps de partage au sein du groupe de travail, tant sur l'état des lieux des coopérations existantes que sur les possibilités d'évolution, est venu le temps de la construction et de validation. Ce temps s'est formalisé à partir de comptes-rendus réalisés par les co-animateurs du groupe de travail auprès des élus en charge particulièrement du volet organisationnel et ressources humaines des transferts de compétences et de la mutualisation. Enfin, la validation in fine est à la charge de la conférence des maires, véritable instance décisionnelle collectivement reconnue par les communes membres, en tant que lieu d'expression des besoins et des arbitrages de la construction métropolitaine.

Ainsi, le groupe de travail a œuvré pendant plusieurs mois pour proposer à l'arbitrage de la conférence des maires un projet de schéma début septembre 2015. Ce projet fait l'objet d'une consultation des 31 communes membres pour avis, avant d'être soumis à l'approbation in fine du conseil métropolitain.

FINALITÉS ET CONTENU DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

OBJECTIFS

Une invitation politique

**Pacte de confiance
métropolitain**

**Une invitation
organisationnelle**

**partager les compétences,
mettre en cohérence
les politiques publiques
et rationaliser le
fonctionnement**

**Une invitation juridique
(loi de la réforme
des collectivités territoriales
2010 - art. 5211-39-1 CGCT)**

**Améliorer
le fonctionnement du bloc
communal et celui
de chaque commune**

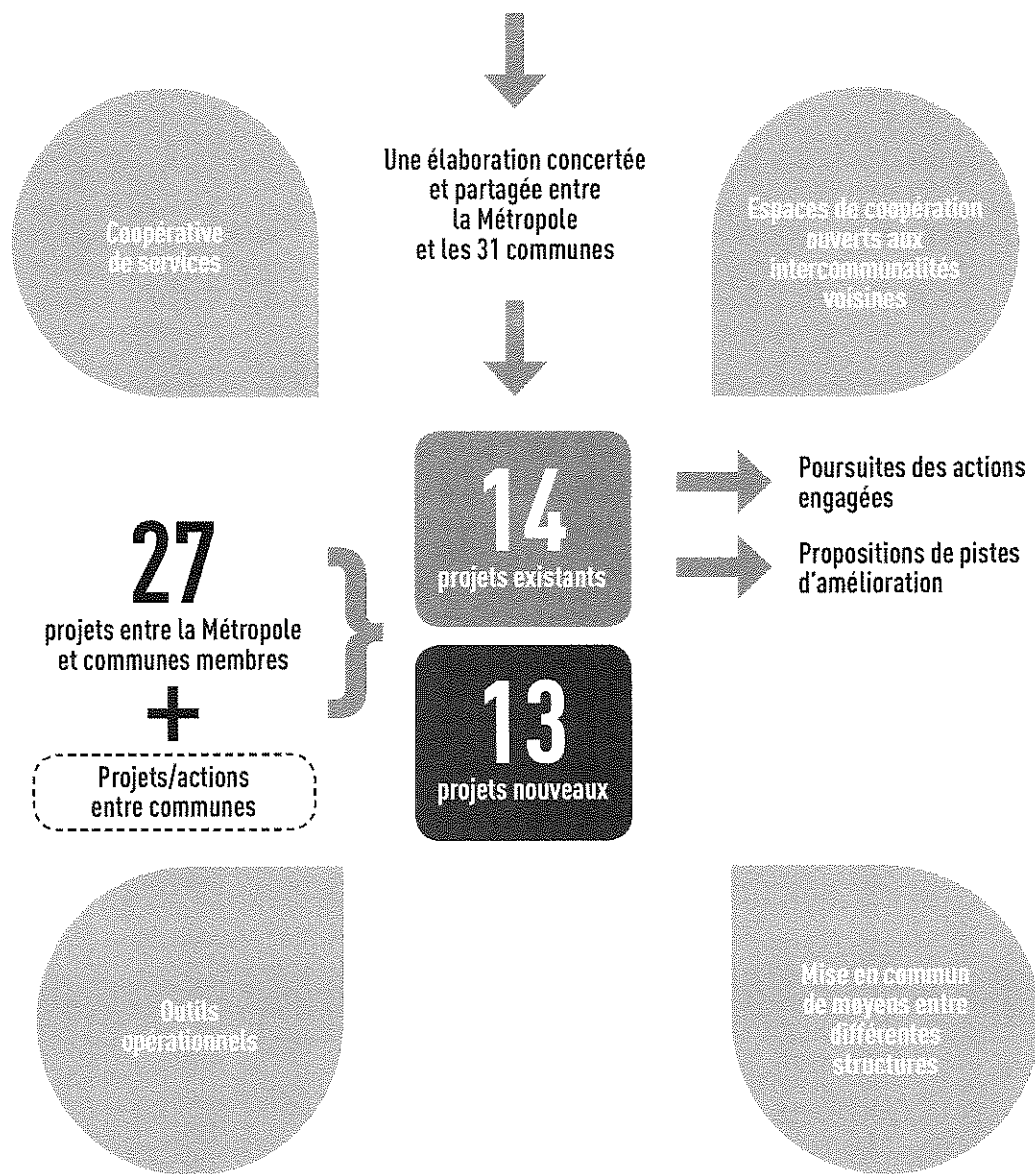
**Mieux coordonner
les politiques publiques
mises en œuvre
sur le territoire**

**Préserver les équilibres
financiers du bloc
communal**

**Ouvrir aux communes
l'accès à de nouveaux
services**

**Améliorer le service
rendu à l'usager**

Alimenter la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire



Différentes formes de mutualisation



Pas encore intégré au schéma
(fiches à formaliser)

Accusé de réception en préfecture
034-213401342-20151019-2015-62-DE
Date de télétransmission : 23/10/2015
Date de réception préfecture : 23/10/2015

PARTIE I : État des lieux des pratiques de coopération et de mutualisation au sein du bloc communal

L'élaboration d'un schéma de mutualisation suppose, pour être opérante, de s'appuyer sur un état des lieux des pratiques existantes de coopération et de mutualisation au sein du bloc communal. En la matière, la Métropole de Montpellier peut compter sur un certain nombre de réalisations concrètes qui sont autant de points d'appui pour la suite. Les pages qui suivent sont structurées sous forme de fiches pratiques qui précisent pour chaque action :

- > Le thème de rattachement de la coopération / mutualisation
- > Les objectifs associés
- > L'état des lieux des actions menées
- > Les parties prenantes et le mode de gouvernance
- > Le modèle juridique et / ou économique
- > Les résultats obtenus
- > Les points forts
- > Les axes d'amélioration et perspectives.

Ces fiches pratiques d'état des lieux sont organisées par grandes thématiques : fonctions ressources, interventions techniques, aménagement et développement durable du territoire, services à la population.

n°1

FICHE ETAT DES LIEUX Plateforme e-administration

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



FONCTIONS RESSOURCES

Informatique

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

La plateforme d'e-administration a pour objectif de proposer aux collectivités membres un ensemble de services cohérents couvrant la chaîne de dématérialisation de bout en bout à travers un portail sécurisé et unifié de manière à faciliter les usages et les échanges entre les collectivités et les services de l'État.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

Le développement de ce service s'opère en plusieurs phases :

Etape 1 (en cours) : Déploiement des outils de dématérialisation de la chaîne comptable permettant le passage en production au PESV2 (Socle technique, tiers de télétransmission, parapheur électronique, formation et accompagnement).

Etape 2 (en phase test) : Mise en place du portail web de gestion (des utilisateurs et des modules) et ouverture du module « convocation des élus ».

Etape 3 (en développement) : Déploiement du module de gestion électronique des documents et espaces collaboratifs.

Etape 4 (en développement) : Mise en place de l'archivage électronique à valeur probante.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

Prestataire du service : Métropole

Bénéficiaires du service : (15 communes participent à la 1^{re} étape) Castelnau-le-Lez, Clapiers, Castries, Courmonsec, Courmonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Pignan et Sussargues.

Un club utilisateurs a été créé afin d'échanger sur les pratiques et d'identifier les axes d'amélioration.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

La métropole prend en charge 50% de la dépense (concernant la signature électronique et la télétransmission des flux de données). Chaque commune participe ensuite financièrement par convention en fonction du nombre d'habitants.

RÉSULTATS

- > Création d'un outil permettant une liaison facilitée avec les services de l'État
- > Renforcement de la performance des services administratifs

POINTS FORTS

Au-delà du respect de la loi, la mutualisation de ce service permet d'inscrire les pratiques des collectivités dans une démarche de développement durable, et contribue à l'amélioration des procédures de transmission des actes administratifs et comptables.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Création d'un portail Web commun HELIOS / ACTES (en cours).
- > Intégration de modules complémentaires (gestion électronique des documents, archivage numérique à valeur probante, signature électronique).
- > Regroupement des différentes plateformes existantes (e-marché ; e-administratif ; e-service) sur un seul portail au travers d'un compte commun.

n°2

FICHE ÉTAT DES LIEUX Plateforme e-marchés

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



FONCTIONS RESSOURCES

Informatique

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

Proposer aux communes membres un service de dématérialisation des procédures de marchés publics afin de répondre aux obligations légales et garantir un service sécurisé pour un coût optimal.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

Dans le cadre de ce projet, la Métropole développe un portail d'accès aux procédures dématérialisées où chaque commune partenaire est identifiée.

Ce portail propose une solution de dématérialisation paramétrée, hébergée et mise à jour par les services de la Métropole.

Outre ces prestations, les services de la Métropole procèdent :

- > à l'acquisition des matériels informatiques dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation des procédures,
- > à l'hébergement et à la sauvegarde des informations,
- > à la maintenance et à la mise à jour du portail,
- > au paramétrage, à la mise en place, à la formation et à l'assistance pour la mise en service du système de dématérialisation avec les communes partenaires.

Des formations sont organisées par la Métropole au profit des utilisateurs de la plateforme.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

À ce jour 29 communes participent à ce dispositif : Baillargues, Baulieu, Clapiers, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Laverune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, St Georges d'Orques, St Drézery, St Jean de Vedas, St Brès, St Geniès des Mourgues, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

La Métropole prend en charge 50% de la dépense. Chaque commune participe ensuite financièrement par convention en fonction du nombre d'habitant et quel que soit le nombre de procédures réalisées.

RÉSULTATS

- > Publication des marchés à moindre coût
- > Plateforme facile d'accès et modulable

POINTS FORTS

- > Économies sur les coûts de publication des annonces légales.
- > Meilleur accès à la commande publique pour les entreprises locales.
- > Facilite les liens de publication avec le BOAMP.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Meilleure utilisation de la connectivité avec le BOAMP.
- > Regroupement des différentes plateformes existantes (e-marché ; e-administratif ; e-service) sur un seul portail au travers d'un compte commun.

n°3

FICHE ÉTAT DES LIEUX Plateforme e-services

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



FONCTIONS RESSOURCES

Informatique

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une plateforme de services numériques en ligne et un compte citoyen ouverts grâce à la mutualisation de prestations informatiques avec les Communes de son territoire. Cette démarche vise à améliorer les services offerts aux citoyens et aux communes.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

Le service proposé se présente sous la forme d'une déclinaison de la plateforme de la métropole mis en ligne sur son portail internet. Elle est personnalisée pour les Communes adhérentes et accessible à partir de leurs sites internet communaux de façon transparente pour les usagers.

Un ensemble de formalités et de demandes propres aux compétences des communes sont mis à disposition (formulaire d'état civil, inscriptions services petite enfance, demandes d'interventions des services municipaux,...) au travers d'un compte citoyen. Cette « identité numérique commune » permet également d'accéder au portail internet de la métropole et à ses services numériques (inscription au service téléalarme, demande assainissement, commande de bacs de collecte des déchets...)

Inversement, un usager ayant créé son compte citoyen sur le portail de la métropole peuvent accéder aux services de la plateforme de sa Commune sans avoir à s'identifier à nouveau grâce à une technologie de « fédération d'identité ».

Ce compte citoyen, permet également d'accéder à des services existants comme le compte lecteur du réseau des Médiathèques de Montpellier Agglomération et est progressivement généralisé à l'ensemble des services numériques avec une identification unique permettant ainsi de réduire le nombre de mots de passe toujours croissant à retenir pour les usagers.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

> 3 communes pilotes : Clapiers – Vendargues – Villeneuve les Maguelone

> À ce jour 10 communes participent au service : 3 communes pilotes (Clapiers, Vendargues, Villeneuve-les-Maguelone) + Courdonterral, Fabregues, Juvignac, Lattes, Lavérune, Saint-Georges d'Orques, Sussargues)

> Création d'un club utilisateurs afin d'échanger sur les pratiques et identifier les axes d'amélioration.

Le service proposé est volontairement souple, chaque commune peut l'adapter en fonction de ses besoins. Ce suivi permet donc aux utilisateurs de faire état des utilisations possibles.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

La métropole prend en charge 50% de la dépense. Chaque commune participe en suite financièrement par convention en fonction du nombre d'habitants.

RÉSULTATS

Le retour des utilisateurs est très satisfaisant. L'initiative a par ailleurs été récompensée par le prix des territoires innovants.



n°3

FICHE ÉTAT DES LIEUX Plateforme e-services

POINTS FORTS

Le fonctionnement « à la carte » de cette plate forme et la simplicité d'utilisation sont aujourd'hui les principaux points forts du projet. Le faible cout pour les communes membres est également à souligner.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Poursuite du déploiement de la plateforme à l'ensemble des communes
- > Développement de produits d'appel pour augmenter le nombre d'utilisateurs (ex : inscription en ligne des services périscolaires, newsletter, agendas culturels...).
- > Utilisation de l'outil à des fins internes par les communes (traitement des réclamations, suivis des congés annuels des agents...).

n°4

FICHE ÉTAT DES LIEUX

Réseau thématique finances et fiscalité

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



FONCTIONS RESSOURCES

Finances

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

Dans une logique d'amélioration de la connaissance du domaine des finances, et afin de trouver des réponses à certaines situations financières :

- > Mettre à disposition des communes la capacité d'expertise financière de la Métropole.
- > Partager les expériences.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

Dans le cadre de ce réseau, la Métropole anime des séances de travail collectives autour de sujets d'actualité ou de sujets structurels sur les finances et la fiscalité : fiscalité de l'urbanisme, TCFE, projet de loi de finances, amélioration de recouvrement de la TLE, PFAC, dénomination des rues, etc.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

- > DGS de communes.
- > Direction des finances de la Métropole (service « ressources »).
- > Services internes de la Métropole pouvant être concernés (DFAO, SIG, etc.).
- > DRFIP.
- > Réseaux nationaux type ADCF ou ACUF.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

Des réunions de travail sont organisées tous les deux mois en moyenne avec un ordre du jour défini à l'avance : exposés (émanant pour partie de la Métropole, pour partie d'invités extérieurs) suivis de temps d'échange.

RÉSULTATS

- > Mobilisation plus facile des services de l'État pour améliorer les modes de collaboration au service des 31 communes.
- > Recouvrement de la TLE amélioré.

POINTS FORTS

- > Amélioration ou institution de relations avec les services de l'État.
- > Meilleure connaissance des flux financiers et de la capacité d'intervention des communes.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Élargissement des échanges à des thématiques comme la dette.
- > Mise en place d'un observatoire financier et fiscal (phase préalable à la mise en place d'un pacte financier et fiscal).

N°5

FICHE ÉTAT DES LIEUX Groupements d'achats

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



FONCTIONS RESSOURCES

Commande publique

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

- > Sécuriser les procédures d'achat.
- > Réaliser des économies d'échelles.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

La communauté d'agglomération a constitué en 2005 un groupe de travail « commande publique et achats » avec les 31 communes. Ce groupe procède selon le mode opératoire suivant : analyse du besoin (internes à la CAM / la Métropole), rédaction d'un cahier des charges qui fait l'objet d'allers-retours avec les communes, rédaction d'une convention de groupement de commande, prise de délibération croisée par la Métropole et les communes concernées.

À ce jour, les thématiques suivantes font l'objet de groupements de commande : achat de vêtements de travail, fournitures administratives et scolaires, fournitures d'hygiène, matériels électriques, matériel de chauffage, de plomberie et de quincaillerie, papier, matériel et vêtements de police municipale, thermographie aérienne, maintenance, entretien et dépannage des équipes de production de froid.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

- > La direction des moyens généraux de la Métropole anime le groupe de travail et coordonne la plupart des groupements de commande.
- > La Ville de Montpellier coordonne les groupements portant sur des achats concernant uniquement sur des compétences municipales.
- > Les communes participent au groupe de travail via leur DGS, leur directeur des finances ou leur responsable des achats et de la commande publique.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

- > Le groupe de travail se réunit une fois par trimestre.
- > Des conventions de groupements de commande viennent formaliser les projets d'achat groupé qui trouvent un aboutissement.

RÉSULTATS

- > 10 groupements de commande créés impliquant de 7 à 18 parties prenantes.
- > Des économies d'échelle de 20 à 30% générées (sur le prix des achats).
- > Du temps agent dédié au montage des marchés économisé dans les communes (même si cela implique, pour partie, un surcroît de travail de la Direction des moyens généraux de la Métropole et de la Ville).

POINTS FORTS

- > Une démarche très souple qui offre la possibilité d'intégration des communes qui le souhaitent « au fil de l'eau ».
- > De réelles économies d'échelle générées (de l'ordre de 20 à 30%) et une négociation avec les fournisseurs facilitée.
- > Un montage juridique de l'achat public sécurisé.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Elargissement des groupements de commande existant à un plus grand nombre de communes.
- > Création de groupements de commande sur de nouveaux sujets : téléphonie, photocopieurs, maintenance de bâtiments, contrôles techniques.

n°6

FICHE ÉTAT DES LIEUX

Convention de maintenance des équipements climatiques
de Montpellier 3M par l'atelier chauffage de la Ville de Montpellier

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



INTERVENTIONS TECHNIQUES

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

- > Optimisation de la consommation d'énergie des équipements.
- > Optimisation des dépenses publiques.
- > Amélioration de la qualité de service.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

- > 1/1/2003 : convention de mutualisation du service énergie pour l'entretien des équipements climatiques du patrimoine de la Ville de Montpellier transféré à la Communauté d'agglomération (17 bâtiments).
- > 1/1/2008 : amplification de la convention de mutualisation du service énergie pour l'entretien des équipements climatiques (sur 33 bâtiments) avec recrutement par la Communauté d'agglomération de 3 agents techniques, mis à disposition de la Ville de Montpellier.
- > 1/1/2011 : convention de mutualisation du service énergie pour l'entretien des équipements climatiques reconduite.
- > Avenant n°1 : prolongation de 6 mois de la convention jusqu'au 30 juin 2015.
- > Avenant n°2 : prolongation d'1 an de la convention jusqu'au 30 juin 2016.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

- > Ville de Montpellier : Direction énergie et moyens techniques- service énergie – atelier chauffage, prestataire de service.
- > Montpellier Méditerranée Métropole : Direction des moyens généraux et des bâtiments – service énergie.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

Convention avec remboursements des coûts estimés (env. 180 000 €/an) et mise à disposition de la Ville de Montpellier de 3 agents de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville.

RÉSULTATS

- > Optimisation des consommations d'énergie de Montpellier Méditerranée Métropole.

POINTS FORTS

- > Valorisation et développement des compétences techniques internes de la Ville de Montpellier.
- > Travail en confiance avec Montpellier Méditerranée Métropole.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

Ouverture de cette prestation de service aux autres communes de la Métropole qui le souhaitent.



FICHE ÉTAT DES LIEUX

Convention d'assistance technique de la Ville de Montpellier
à Montpellier Méditerranée Métropole pour le traitement et l'exploitation de ses archives

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



FONCTIONS RESSOURCES

Archives administratives

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

- > Apport d'expertise / transfert de compétences et de moyens.
- > Mutualisation des moyens humain et matériel.
- > Sécuriser l'archivage.
- > Qualité de service.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

- > 28/07/2009 : convention de coopération pour le traitement et l'exploitation des archives.
- > 25/06/2012 : renouvellement de la convention de coopération.
- > 18/06/2015 : renouvellement de la convention de la coopération.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

- > Ville : Direction de la Culture et du Patrimoine – Service Archives.
- > Montpellier Méditerranée Métropole : Direction des Affaires juridiques et des Marchés publics.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

Convention avec remboursements des coûts estimés (env. 6 500 €/an) et mise à disposition d'agents à Montpellier Méditerranée Métropole (1 journée en moyenne par semaine sur 52 semaine).

RÉSULTATS

- > Positif pour la Ville : optimisation des ressources (mise à disposition d'agents, prêt de salle de lecture / partage d'outils et de méthodes) / échanges de pratiques (constitution d'un groupe de travail spécifique) / valorisation de l'expertise interne (appui technique par la prise en charge des versements, création et mise en œuvre d'un plan de classement, conseil sur la communicabilité des documents...).
- > Très positif pour Montpellier Méditerranée Métropole : optimisation des ressources / échanges de pratiques / valorisation et développement des compétences techniques / bénéfice d'une expertise.

POINTS FORTS

Points forts : réelle optimisation des ressources humaines et matériels / Travail en commun avec développement des compétences.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Projet de déménagement des archives municipales dans un lieu pouvant éventuellement regrouper les équipes des 2 collectivités dans l'hypothèse d'une mutualisation des moyens et d'une plus grande efficacité de l'organisation.
- > Création d'un réseau thématique archives associant l'ensemble des communes.

n°8

FICHE ÉTAT DES LIEUX Plan climat air énergie territorial (PCAET)

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

Dans le cadre de l'élaboration des PCAET issus de la loi dite « Grenelle 2 », la Métropole a posé le principe d'une démarche intercommunale d'élaboration intégré des PCAET. L'objectif est de proposer aux communes qui le souhaitent une mutualisation des moyens dans la conduite des études et travaux nécessaires à l'élaboration des plans.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

- > Définition conjointe (entre la Métropole et les communes parties prenantes) des objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le réchauffement climatique. Réalisation concertée des programmes d'action afin d'améliorer l'efficacité énergétique, préserver la ressource en eau, augmenter la production d'énergie renouvelable et réduire l'impact des activités en terme d'émissions de gaz à effet de serre.
- > Mise en place partagée d'un dispositif de suivi et d'évaluation basé sur l'identification du positionnement stratégique des actions, des cibles visées, et des ressources. Création d'un Club climat (partage des bonnes pratiques).
- > Mise en place d'un groupement de commandes (ACV, écolabels, etc.).

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

Métropole : Mise en œuvre du PCET intercommunal, assistance et mise à disposition de moyens humains et financiers pour les communes volontaires.

Communes volontaires (Montpellier, Pérols, Baillargues, Castelnau le Lez, Lattes) : principe de mutualisation des moyens avec la Métropole, échanges sur les actions engagées sur les territoires communaux.

Région, Ademe : Lancement d'un appel à l'élaboration d'une 1^{re} génération de PCAET- Soutien technique et financier. Participation active de l'**Agence Locale de l'Energie**.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

Élaboration d'une **convention de mutualisation de moyens**, d'une durée de 2 ans, avec chaque commune volontaire. Elle prévoit :

- > Mise à disposition des services de la Métropole mobilisés dans la conduite de la démarche PCAET (chef de projet + services compétents dans les domaines de la planification territoriale, de l'habitat, de l'énergie et des transports). En complément, une mission d'AMO, confiée à un prestataire extérieur est proposée aux communes.
- > Association des communes volontaires participant à la démarche PCET à chaque étape clef, aux réunions techniques et aux comités de suivi. Compte tenu de la spécificité de l'échelle et des compétences de la Ville de Montpellier, les conventions prévoient une contribution financière de la Ville de Montpellier de 15000 euros et de 5000 euros pour les autres communes.

RÉSULTATS

- > Approbation d'un PCAET intercommunal + 3 PCAET communaux.
- > Mise en œuvre des programmes d'actions.

POINTS FORTS

- > Coopération volontariste au service d'une démarche politique ambitieuse en matière de développement durable.
- > Ateliers de travail collaboratif : avantage de cohérence de l'action publique à l'échelle du territoire.
- > Optimisation des actions engagées localement.
- > Communication autour de la démarche PCET, hors champs de coopération, réalisée à deux échelles, communes et Métropole.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Elargir la démarche PCET à l'ensemble des communes.
- > Mutualiser des actions de communication.
- > Améliorer la lisibilité et la compréhension par le grand public.
- > Étendre cette coopération dans le domaine de la maîtrise de l'énergie pour les bâtiments communaux dans la logique de coopérative de services aux communes.
- > Développer une coopération entre les communes et la Métropole pour la mise en place d'actions de sensibilisation dans les écoles.

n°9

FICHE ÉTAT DES LIEUX

Système d'information géographique intercommunal

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

L'objectif principal de la coopération autour du SIG est de mettre à disposition un outil de partage des connaissances et d'aide à la décision qui soit à la fois utile aux communes membres et à la Métropole.

L'outil permet aux communes :

- > la consultation des données intéressant l'ensemble du territoire de la Métropole.
- > l'exploitation des données intéressant chacune des communes pour leurs besoins internes et externes.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

Dans le cadre de cette mutualisation, la Métropole et les communes conviennent de mettre à jour et d'enrichir les données géographiques présentant un intérêt commun.

À cette fin, la Métropole a mis en œuvre des moyens autour des grandes missions suivantes :

- > Manager et administrer un SIG fédérateur et ses applications.
- > Gérer les référentiels géographiques numériques généralistes et spécifiques aux « métiers ».

Les principaux services rendus par le SIG se traduisent par les grandes familles de missions suivantes :

- > Mettre à disposition les fonctionnalités SIG au service des agents.
- > Développer l'élaboration de cartes.
- > Observer, valoriser et aider au développement du territoire à l'aide du SIG.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

> L'ensemble des communes de la Métropole (à l'exception de la ville de Montpellier et la ville de Baillargues) sont parties prenantes du SIG intercommunal.

> La Métropole anime un club SIG intercommunal, lieu d'échanges d'informations techniques et d'expression des besoins en matière de SIG.

> Une lettre d'information du SIG intercommunal est par ailleurs diffusée tous les 2 mois environ.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

Une charte de partenariat entre la Métropole de Montpellier et ses communes membres formalise les relations : la commune bénéficie gratuitement d'un accès à la consultation et de la mise à disposition de données mutualisées (ex : diffusion aux prestataires de la commune).

RÉSULTATS

Pour les communes :

- > Déploiement de la visionneuse SIG dans les communes accompagnées de formation.
- > Mise à disposition et mutualisation de données (cadastre, orthophoto).
- > Diffusion de données auprès des prestataires des communes.
- > Hébergement de données relevant de la compétence des communes.
- > Mise en conformité avec la loi pour la mise à disposition de données (OPENDATA).
- > Action de formation et d'accompagnement autour de la base « Adresse ».
- > Mise en œuvre d'exploitations complexes du SIG pour répondre à des demandes spécifiques des communes (ex. : liste et cartographie des parcelles soumises à l'obligation de débroussaillage).

Pour la Métropole :

- > Récupération des PLU numériques issus des prestataires des communes pour une intégration dans la base SIG.

n°9

FICHE ÉTAT DES LIEUX Système d'information géographique intercommunal

POINTS FORTS

- > Très bon usage de la visionneuse dans les communes.
- > Economie globale d'acquisition de données.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Davantage d'enrichissement du SIG intercommunal de la part des communes.
- > Amélioration de la gouvernance : ouverture du comité de pilotage de la démarche aux communes.
- > Participation des communes à la validation et à la mise à jour de données de base (ex. : référentiel adresse, plan de ville, occupation du sol...).
- > Centralisation des serveurs de données à la Métropole – Mise à disposition de licences.
- > Mise à disposition d'une cartographie interactive « grand public » au service du citoyen.
- > Mise à disposition d'outils mutualisés au service de l'aménagement permettant aux communes de faire des économies de licences SIG
- > Développement d'un service de cartographie à la demande.

n°10

FICHE ÉTAT DES LIEUX

Instruction des Autorisations de Droits des Sols

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

L'article R 423-15 du code de l'urbanisme offre la possibilité pour les communes de confier par convention à l'EPCI, l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du droit des sols.

Le désengagement progressif des services de l'Etat dans cette mission a contraint les communes qui lui avaient délégué cette mission, à s'interroger sur la création ou non d'un service en régie. Cependant, au regard de l'impact financier de création d'un service pour chaque commune, la mise en place d'un service mutualisé au sein des services de la Métropole a été privilégiée dès janvier 2006.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

Pour l'ensemble des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols de compétence communale, la Métropole assure au nom et pour le compte de la Commune les missions suivantes :

- > Procéder à l'examen technique du dossier au regard des règles d'urbanisme applicables au terrain considéré.
- > Vérifier le caractère complet du dossier et s'il est incomplet, inviter le demandeur à le compléter.
- > Faire évoluer les projets quand ces derniers ne sont pas conformes à la réglementation.
- > Lorsque le dossier est complet et qu'il nécessite une consultation de service modifiant le délai de base d'instruction, faire connaître au demandeur la date avant laquelle, compte tenu des délais réglementaires d'instruction, la décision devra lui être notifiée.
- > Recueillir auprès des personnes publiques, services et commissions intéressées par le projet, les accords, avis ou décisions prévus par les lois et règlements en vigueur, notamment auprès des services habilités à demander que soient prescrites des contributions financières.
- > Rédiger le projet de décision initial et ses éventuelles évolutions (modificatif, transfert, prorogation, annulation) et l'adresse au Maire.
- > Instruire les demandes de certificats d'urbanisme et proposer les réponses conformes à la réglementation en vigueur à la signature du Maire.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

À ce jour, 28 communes participent à ce service mutualisé : Beaulieu, Clapiers, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, St Georges d'Orques, St Drézery, St Jean de Vedas, St Brès, St Geniès des Mourgues, Saussan, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Le lien entre les communes et la Métropole est constant et adapté en fonction du souhait de chacun : permanences techniques en mairie, réunions ponctuelles en fonction des projets...

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

Cette prestation est effectuée à titre gratuit pour le compte de la Commune par voie de convention.
L'interface web du logiciel métier est à la charge des communes.

RÉSULTATS

À préciser

n°10

FICHE ÉTAT DES LIEUX Instruction des Autorisations de Droits des Sols

POINTS FORTS

- > La mutualisation a permis d'augmenter le niveau d'expertise.
- > Les communes s'appuient aujourd'hui sur ce service pour répondre à des questions plus larges (droit civil, foncier...).

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Renforcer le dialogue entre le service instructeur et les services associés (voirie, énergie, assainissement) pour éviter les incohérences de décisions. Le transfert de la compétence voirie rend d'autant plus nécessaire cette réflexion.
- > Engager une réflexion sur l'opportunité d'intégrer, à moyen terme, l'instruction du droit des sols, aux pôles territoriaux voirie et espaces publics. Cette perspective permettrait de renforcer le lien avec les services connexes comme la voirie ou l'assainissement.
- > Harmoniser l'écriture des dispositions réglementaires dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

n°11

FICHE ÉTAT DES LIEUX

Coopération communes-métropole en aménagement opérationnel

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

Objectifs de la coopération

Apporter une expertise technique et assister financièrement les communes qui le souhaitent dans la définition de leur projet urbain et/ou dans le cadre d'opérations d'aménagement urbain.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

- > Accompagnement technique et financier en vue de l'élaboration de PLU communaux.
- > Études urbaines menées sur les sites stratégiques (études préalables, pré opérationnelles ou opérationnelle).
- > Elaboration conjointe d'un cahier des charges pour appel à projet aménageur/promoteur.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

- > **Métropole** : Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel (chargé(s) de projet).
- > **Communes** : Elus/DGS et/ou responsable du service urbanisme.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

Soutien technique à titre gratuit sans formalisation juridique.

Soutien financier de la Métropole aux études urbaines sous la forme de fonds de concours, subventions d'équipements, de garanties d'emprunts ou participation.

RÉSULTATS

- > 80% des sites stratégiques ont l'objet d'études urbaines.
- > 30 études urbaines réalisées depuis 2004 dont 2/3 sous maîtrise d'ouvrage communale.
- > 13 démarche d'élaboration de PLU ont fait l'objet d'un accompagnement technique et financier.
- > Une quinzaine d'études pré-opérationnelles et missions d'assistance pour les opérations d'aménagement type ZAC.

POINTS FORTS

- > Mise en œuvre des projets urbains souhaités par les communes.
- > Emergence d'une culture commune en matière d'aménagement.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Partage de bonnes pratiques, mise en place d'une coopération horizontale pour améliorer le niveau d'expertise et la connaissance des enjeux locaux.
- > Mise en place d'un cadre d'intervention partagé entre les communes et la Métropole.

n°12

FICHE ÉTAT DES LIEUX

Rayonnement territorial des événements culturels métropolitains

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



SERVICES A LA POPULATION

Culture

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

- > Faire connaître les disciplines artistiques et structurer le territoire en événements et équipements culturels.
- > Approfondir la démarche de démocratisation culturelle et la conquête de nouveaux publics pour amener de nouveaux publics vers les équipements qui peuvent sembler élitistes.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

Plusieurs manifestations culturelles d'échelle métropolitaine sont directement déclinées dans les communes par la Métropole :

- > **Festival Montpellier Danse** : des spectacles « décentralisés » investissent les rues et les places de neufs villages de la Métropole.
- > **Le festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon** : chaque année, une trentaine de concerts gratuits sont organisés dans les communes de la Métropole.
- > **La Métropole fait son cinéma** : Dans le cadre de cette programmation, la Métropole propose aux communes et à leurs habitants de bénéficier de séances gratuites de cinéma en plein air durant tout le mois d'août.
- > **La Métropole en fêtes** : à l'occasion des fêtes de fin d'année, la Métropole promeut le spectacle dans les communes.
- > **La Métropole dans les étoiles** : Dans le cadre de cette programmation, la Métropole propose aux communes chaque été des séances d'observation du ciel.
- > **Concerts décentralisés du Conservatoire** : Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée organise chaque année des concerts décentralisés dans les communes de la Métropole au titre de sa mission de diffusion artistique.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

- > Direction de la Culture
- > Direction de la Communication
- > Direction du Protocole
- > Communes volontaires

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

Manifestations prises en charge par la Métropole avec le soutien logistique des communes.

RÉSULTATS

- > **6 000 spectateurs** ont assisté en 2014 aux représentations décentralisées du festival Montpellier Danse - **10 000 spectateurs** pour les représentations décentralisées du festival de Radio France Montpellier Languedoc-Roussillon.
 - > **7 100 spectateurs** pour les séances en plein air de l'Agglo fait son cinéma.
 - > **3000 spectateurs** pour les spectacles au titre de « La Métropole en fêtes ».
- Concert décentralisés du Conservatoire**
- > Pour la saison culturelle 2013-2014, 52 concerts ont été organisés, ainsi que 27 classes de maîtres, 5 spectacles chorégraphiques et plus de 120 auditions d'élèves.
 - > **20 430 spectateurs** pour les concerts décentralisés du Conservatoire dans le cadre de 52 concerts, 27 master class et 5 spectacles chorégraphiques.

POINTS FORTS

Bonne complémentarité entre rayonnement extérieur et proximité dans la programmation culturelle métropolitaine.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

Rechercher un maillage culturel intercommunal plus poussé notamment au travers du cirque, du livre et de la lecture (transfert de la Comédie du Livre à la Métropole à compter de 2016).

n°13

FICHE ÉTAT DES LIEUX

Rayonnement territorial des événements sportifs métropolitains

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



SERVICES A LA POPULATION

Sports

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

- > Organiser la politique sportive à l'échelle des 31 communes (fusion de clubs, mutualisation d'animation, plan de rénovation, harmonisation des politiques de subventionnement).
- > Faire connaître les disciplines sportives présentes sur le territoire.
- > Assurer un rayonnement maximal des événements sportifs soutenus par la Métropole.
- > Développer les territoires en équipements sportifs structurants et faciliter l'accès des établissements métropolitains au plus grand nombre.
- > Soutenir les clubs et actions qui contribuent au rayonnement territorial et au développement du sport pour les habitants de la Métropole.
- > Faciliter l'innovation sportive.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

Plusieurs manifestations sportives d'échelle métropolitaine sont désormais déclinées dans les communes, avec le soutien actif de la Métropole :

- > L'Open Sud de France
- > Le Fise World Montpellier
- > Le Montpellier Beach Masters
- > Le Championnat de France de natation 2016
- > Le Tour de France
- > Le Championnat du monde de Hand 2017
- > Le Festikite

Pour ce faire, la Métropole recourt soit à des marchés de prestation de service, soit à des subventionnements des communes, soit à la mise à disposition d'équipements communautaires auprès des communes.

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

La Métropole assure la coordination de l'ensemble de cette programmation décentralisée et les communes postulent pour accueillir des événements.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

À préciser.

RÉSULTATS

À préciser.

POINTS FORTS

- > Cette programmation décentralisée permet aux communes de mobiliser leurs jeunes amateurs et de se mesurer aux professionnels. Elle incite à la mobilité au sein de la Métropole puisque l'on s'aperçoit que les jeunes participants vont d'une étape à une autre et donc d'une commune à l'autre. Par ailleurs, en irrigant le territoire et les habitants, elle valorise les motifs d'intérêt général qui motivent les subventions au sport de haut niveau.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Développer les sports émergents (beach volley, sports de glisse, nouvelles formes de sports) pour ne pas se faire distancer par les évolutions du sport.
- > Travailler en complémentarité avec les entreprises du sport présentes sur notre territoire.

n°14

FICHE ÉTAT DES LIEUX

Valorisation des produits locaux, fêtes et traditions locales

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

- > Décentraliser une offre d'animation sur l'ensemble du territoire au plus près de la population.
- > Valoriser les produits, savoir faire et traditions locales.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

La Métropole apporte un soutien financier et/ou logistique à des fêtes d'initiative locale contribuant à la promotion des produits, savoir-faire et traditions locales: fêtes de terroir (taureau, olive, pierre, tomate, truffe, cheval...), rencontres sportives (masters de tambourins...).

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

- > Direction de la communication : promotion + éventuellement aide à l'organisation de l'événement.
- > Direction du protocole : prise en charge des invitations, déroulement des discours, présence sur le terrain.
- > Directions de référence, en fonction des manifestations.
- > Direction des sports : interface avec les organisateurs, présence éventuelle sur le terrain.
- > Direction de la culture : interface avec les organisateurs.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

- > Les communes portent une partie du budget lorsqu'elles sont à l'origine de la manifestation.
- > La Métropole abonde sous forme de subventions et/ou d'un soutien en termes de logistique et de communication.

RÉSULTATS

11 manifestations soutenues en 2015.

POINTS FORTS

- > Une offre variée en termes de thématiques abordées.
- > Une programmation tout au long de l'année.
- > Une offre répartie sur l'ensemble du territoire.
- > Des manifestations bénéficiant généralement d'une bonne fréquentation et d'une perception positive.

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Repositionner chaque manifestation dans une vision politique de la thématique abordée.
- > Impliquer systématiquement les services de référence, en plus de la communication ou du protocole.
- > Redéfinir le cadre d'un soutien logistique ou financier de la métropole.
- > Aborder certaines thématiques de façon plus transversales sur la base d'un calendrier annuel (fêtes du terroir, notamment)...
- > Donner plus de transversalité et un fil rouge dans l'organisation des fêtes de terroir avec pourquoi pas un guide à la clé et un agenda.
- > Envisager une approche plus globale des manifestations et des produits et s'appuyer sur des partenaires type Région, Sud de France, Chambre d'Agriculture...

N°15

FICHE ÉTAT DES LIEUX Offre culturelle pour les 11-17 ans

THÈME DE RATTACHEMENT DE LA COOPÉRATION MUTUALISATION



SERVICES A LA POPULATION

Culture

OBJECTIFS DE CETTE COOPÉRATION

Enjeux communaux :

- > **Permettre l'accès à des offres intercommunales** ne pouvant être portées par une commune seule (*de par le coût de mise en œuvre ou l'insuffisance de populations communales concernées*).
- > **Permettre la diversification des offres** par l'optimisation des équipements municipaux sur un périmètre intercommunal.
- > **Optimiser les ressources humaines** communales notamment en fonction des compétences et prérogatives des agents communaux.
- > **Réduire les charges de gestion** organisationnelle et administrative (chaque commune ayant une mission de gestion administrative spécifique).

Enjeux territoriaux (à l'échelle de la Métropole) :

- > **Rationaliser les dépenses publiques** en cherchant à mutualiser les activités effectuées de façon similaire et qui peuvent être optimisées en étant exercées en commun.
- > **Renforcer la solidarité entre les collectivités** du territoire, en prenant notamment en considération les capacités et besoins des plus petites collectivités.
- > La gestion par la Métropole des intervenants sur le champ artistique et culturel permet de **centraliser administrativement les commandes** et ainsi de permettre une gestion administrative intercommunale du dispositif.
- > **Améliorer le service rendu à l'usager** par une élaboration de l'offre élaborée avec les acteurs communaux, voire les publics.
- > **Amener de nouveaux publics vers les établissements culturels.**
- > **Décloisonner les structures** communales et mettre en relation des problématiques similaires pour les traiter à une échelle plus vaste que la commune.

ÉTAT DES LIEUX / DESCRIPTIF DES ACTIONS

Dans le cadre d'un partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales, la Métropole a initié un dispositif d'expérimentation de pratiques artistiques et culturelles des publics 11-17 ans sur 8 communes du secteur ouest de son territoire : Fabrègues, Cournonterral, Saint Georges d'Orques, Pignan, Lavérune, Saussan, Cournonsec, Murviel-les-Montpellier.

L'offre se situe sur les temps extrascolaires en direction de publics jeunes moins captifs sur les communes.

> Des ateliers de pratiques culturelles sur les communes

Sessions régulières autour des arts du cirque, des pratiques théâtrales et des pratiques émergentes en initiation et approfondissement : Arts vivant théâtre et cirque, numérique et multimédia, Écriture et enregistrement Hip-Hop.

> L'accessibilité sur les lieux de diffusion

Les pratiques artistiques et culturelles impliquent la rencontre avec les lieux de diffusion, les œuvres et les artistes. Dans ce sens, la mobilité des publics a été effective en amenant les publics 11-17 ans vers des lieux de diffusion (CDN, pôle cirque dans le cadre de la Métropole en fête, MIG, Breakin World, festival d'Avignon...).

PARTIES PRENANTES ET GOUVERNANCE

La Métropole (Direction de la Culture – Service Education Artistique et culturelle Jeunesse) évolue en relation très étroite avec les services jeunesse des communes dans une relation gagnant/gagnant en terme de fréquentation et de plus-value éducative et sociale.

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

Le modèle économique de l'action repose sur des contributions croisées de la Métropole, des communes, de la CAF et des familles.



n°15

FICHE ÉTAT DES LIEUX Offre culturelle pour les 11-17 ans

RÉSULTATS

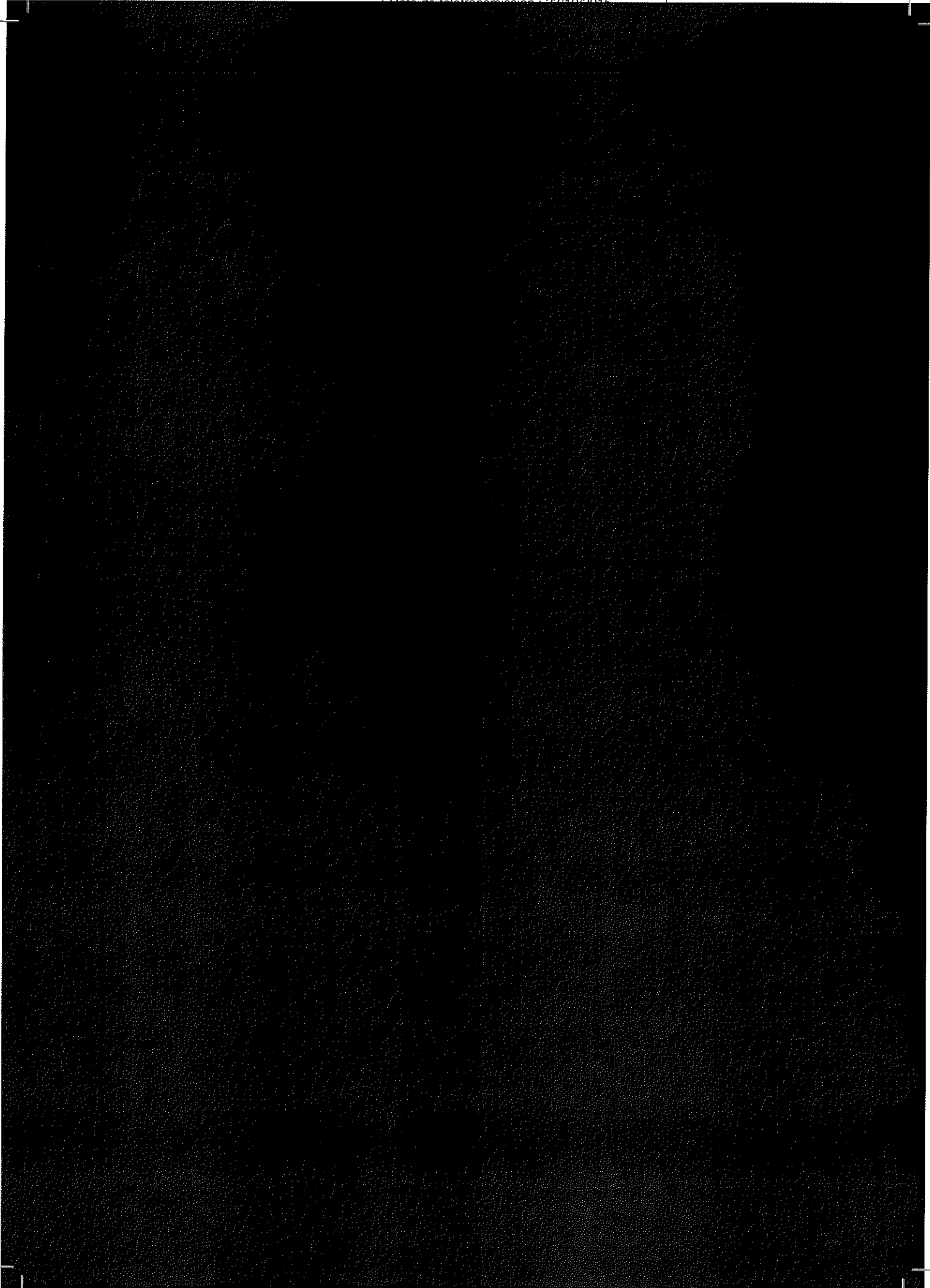
- > Sur les 15 mois d'expérimentation, 22 sessions de 5 jours organisées par la Métropole ; soit 3 600 Heures d'activités artistiques et culturelles assurées par la Métropole. 140 jeunes impliqués sur les projets intercommunaux.
- > La mobilité des publics a été effective en amenant les publics 11-17 ans vers des lieux de diffusion (CDN, pôle cirque dans le cadre de l'Agglo en fête, MIG, Breakin World, festival d'Avignon...).
- > Cette expérimentation a permis d'impliquer 5 % des jeunes sur des pratiques dites « intermédiaires » alors que l'offre globale de Métropole actuelle relevant des pratiques ne s'ouvre qu'à 1.8% des 11-17 ans et entre 0 et 0.5% sur les communes périphériques.

POINTS FORTS

- > Cf. objectifs et résultats.
- > La Métropole allie une plus-value culturelle locale en direction de population en besoin et en attente et d'autre part une cohérence, équité et harmonisation territoriale de l'offre.
- > La métropole est l'interlocuteur pertinent et aujourd'hui obligé pour solliciter des financements difficilement accessible par les communes (État, Europe...).

AXES D'AMÉLIORATION ET PERSPECTIVES

- > Généralisation de l'offre aux communes volontaires sur le périmètre métropolitain.
- > Modèle économique à faire évoluer vers un co-financement des intervenants culturels.



PARTIE II : Les pistes de coopérations et mutualisations : une feuille de route pour la mandature 2014 - 2020

Le développement des coopérations au sein du bloc communal est l'une des priorités politiques majeures de la mandature, et figure parmi les principales attentes du pacte de confiance métropolitain, au travers de la notion de « coopérative de services aux communes ». Cette partie prospective du schéma de mutualisation est articulée autour de trois niveaux d'intégration différents de la coopération / de la mutualisation qui ne nourrissent réciproquement :

- > **La logique de coopérative de services aux communes** : il s'agit d'identifier par thématique les pistes de coopération qui gagneraient à être développées au sein du bloc communal, qu'il s'agisse de la structuration d'un simple échange de bonnes pratiques jusqu'à la mise en place de services communs, en passant par des prestations de services. Ces thématiques sont présentées sous forme de fiches actions pour en faciliter la lisibilité ;
- > **Le rapprochement des administrations de la Métropole et de la Ville-centre au service de l'ensemble du bloc communal** : si les logiques de mutualisation sont ouvertes aux 31 communes sans distinction, une intégration plus rapide et plus approfondie entre l'administration de la Métropole et de la Ville de Montpellier est souhaitée par le Maire-Président pour renforcer la cohérence de l'action publique et être en mesure de mieux servir les objectifs de la coopérative de service aux communes ;
- > **La convergence des politiques du bloc communal** : le développement de pratiques de coopération ou de mutualisation sur des sujets précis est souvent l'occasion de constater l'intérêt et l'opportunité de faire converger plus largement les politiques publiques du bloc communal dans des champs d'action qui ont vocation à demeurer partagés entre les communes et la Métropole. C'est notamment le cas en matière de culture et de sport.

2.1. Développer les coopérations volontaires et thématiques au sein du bloc communal : la logique de coopérative de services aux communes

Les pages qui suivent sont structurées sous forme de fiches prospectives qui précisent pour chaque action :

- > Le thème de rattachement de la coopération / mutualisation
- > Les objectifs de la coopération
- > Les parties prenantes et le mode de gouvernance
- > Les actions menées et/ou résultats attendus
- > La méthodologie de mise en œuvre et calendrier
- > Le modèle juridique et / ou économique
- > Un tableau de notation sur la contribution aux finalités du schéma de mutualisation

Ces fiches prospectives sont organisées par grandes thématiques, comme c'est le cas pour les fiches état des lieux : fonctions ressources, interventions techniques, aménagement et développement durable du territoire, services à la population. Certaines sont essentiellement tournées vers l'optimisation du fonctionnement interne du bloc communal, d'autres s'inscrivent davantage dans une logique de développement de politiques publiques partagées au service du projet de territoire.

Certaines thématiques, qui sont en phase de réflexion, ne font pas à ce stade l'objet d'une fiche prospective mais ont vocation à intégrer le schéma dans ses actualisations futures. C'est notamment le cas de la coopération en matière d'élaboration des documents uniques d'évaluation des risques ou de la mise à disposition auprès des communes de compétences en matière de maîtrise d'œuvre pour les bâtiments communaux.

Par ailleurs, le schéma n'intègre pas à ce stade les coopérations qui s'opèrent uniquement entre communes (ex : relais d'assistantes maternelles, prêt de matériel, etc.) mais ces dernières ont vocation à être insérées dans les actualisations futures, de même que les coopérations associant la Métropole et ses communautés voisines.

n°1

FICHE ACTION PROSPECTIVE Réseau thématique affaires juridiques

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



FONCTIONS RESSOURCES

Affaires juridiques

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

Mutualisation de moyens et services en matière juridique à travers la mise en réseau des professionnels territoriaux et des moyens disponibles (bases de données communes, accès mutualisé à un réseau d'information), et proposition d'un service commun afin de mutualiser les compétences et la capitalisation d'expérience au profit du plus grand nombre.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

Sur la base du volontariat, en phase réseau de professionnels, les communes membres de la métropole pourront participer à des rencontres ponctuelles ou récurrentes des spécialistes du sujet. Ces rencontres seront co-pilotées par la Direction des affaires juridiques de la Métropole et par un ou plusieurs cadres des collectivités volontaires. En phase service commun, le rattachement du service sera métropolitain, et les prestations seront au bénéfice de l'ensemble des communes adhérentes. Le réseau de professionnels pourra rester actif pour les communes non intégrées au service commun.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

Il est possible de distinguer différents niveaux de mutualisation :

- > émergence d'un réseau de professionnels pour partager les expériences et les méthodes pour appréhender des thématiques juridiques, dont le besoin de technicité augmente régulièrement dans la gestion des dossiers communaux. L'appui opérationnel de ce réseau sera identifié dans un premier temps autour d'un support numérique commun, type forum d'échanges, qui pourrait faire l'objet d'une modération centralisée, ayant notamment vocation à mobiliser les compétences de personnes ressources préalablement identifiées à cette fin.
- > accès globalisé, pour l'ensemble des membres du réseau, à une base de données constituée à la fois des modèles et procédures internes développées individuellement ou collectivement, et accès groupé aux bases de données numériques de référence, les plus larges possibles.
- > à terme, identification d'un service commun en charge de la gestion des affaires juridiques et du conseil, afin d'augmenter la plus-value apportée par la fonction conseil en matière juridique.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

- > Une mise en place par phase est souhaitable.
- > En premier lieu, l'identification des professionnels du réseau a été initiée, et débouchera sur des réunions régulières, pour échanger d'une part sur des expériences ou des sujets de préoccupations communs, et dans un second temps, permettra l'identification de personnes ressources dans différents sous-domaines, qui pourront être mobilisées pour venir en appui/conseil ponctuel.
- > Dans un temps parallèle, l'émergence d'un support numérique pour permettre le partage de référentiels métiers communs, comme des modèles ou des accès partagés à des bases de données sera à organiser début 2016.
- > Enfin, au rythme du rapprochement ville-centre / métropole, la mise en place d'un service commun pourra être organisée, sur la base du volontariat des communes, qui souhaiteraient bénéficier de la mise en commun de compétences et d'expertise dans la thématique.

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

En phase réseau de professionnels, le partage des coûts d'abonnements à divers supports d'information, le cas échéant, pourrait être partagé sur la base d'une clé de répartition telle que 50% de la dépense à la charge de la métropole, les 50% restant à ventiler au prorata de la population des communes parties prenantes. Les coûts induits par les outils numériques supports (type plateforme forum) sont à la charge de la métropole.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHEMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services
- > L'action a un effet direct sur les usagers
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire



n°2

FICHE ACTION PROSPECTIVE Mutualisation des moyens et services informatiques

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



FONCTIONS RESSOURCES

Informatique

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

Mutualisation de moyens et services en matière informatique à travers la rationalisation des commandes (logiciels, matériel informatique), la mise en commun des prestataires (maintenance et service d'ingénierie informatique). Mise en œuvre d'une infrastructure accessible à l'ensemble des collectivités.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

Les communes qui le souhaitent peuvent participer à ces projets de mutualisation sur la base du volontariat.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

Il est possible de distinguer différents niveaux de mutualisation :

- > Acquisition et maintenance des logiciels « métier » et de bureautique : mutualisation envisageable sous forme de groupement de commandes ou de centrale d'achat.
- > Acquisition et maintenance des stations de travail utilisateur : il s'agit d'étendre le marché conclu par la métropole aux communes souhaitant y participer.
- > Administration réseau, maintenance des serveurs, stockage de données et mise en place d'un système de sauvegarde commun : la mise en place de cette prestation peut être liée au déploiement de la fibre optique sur le territoire. Elle intègre l'administration du système d'information de la collectivité, la maintenance des serveurs et le stockage des données dans un data center commun. Cela permettrait, outre la rationalisation des dépenses affectées, de renforcer considérablement le niveau de sécurité actuellement mis en place en commune (système de sauvegarde des données y compris des dossiers de messagerie).
- > Service de conseil auprès des communes membres : audit, préconisation technique, prioriser les investissements...

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

Une mise en place par phase est souhaitable.

- > Les étapes 1 et 2 sont externalisées et peuvent être mises en œuvre à court terme.
- > L'étape 3 est envisageable dans un second temps car liée au déploiement de la fibre dont la finalisation est prévue en 2017 suivant le niveau de desserte haut débit des communes.
- > Enfin l'étape 4 est liée aux moyens notamment humains mis à disposition de la métropole pour répondre aux demandes des communes. Une étude des besoins réalisée en 2015-2016 permettrait d'en mesurer la portée.

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

Les étapes 1 et 2 s'inscrivent dans des démarches de groupements de commande. Les étapes 3 et 4 relèvent de la prestation de service de la Métropole envers les communes.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHÉMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune ☆☆☆
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire ☆☆☆
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal ☆☆☆
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services ☆☆☆
- > L'action a un effet direct sur les usagers ☆☆☆
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire ☆☆☆

N°3

FICHE ACTION PROSPECTIVE Réseau thématique ressources humaines

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



FONCTIONS RESSOURCES

Ressources humaines

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

La fonction ressources humaines regroupe 6 items principaux :

- > Formation
- > Action sociale & environnement professionnel
- > Recrutement & concours
- > Conseil mobilité / carrières
- > RH de proximité
- > Gestion administrative et paye

Ces différentes composantes peuvent faire l'objet de coopérations, allant du simple partage de bonnes pratiques jusqu'à la création d'un service commun, dans le respect des obligations d'adhésion de certaines communes membres au CDG 34. Afin de donner corps à ces coopérations, il est proposé de créer un réseau des référents RH, qui soit un espace de partage de pratiques sur l'ensemble de ces sujets et de production partagée sur les sujets considérés comme les plus « murs » pour une coopération renforcée. Dans ce cadre, il est proposé de s'attacher au thème de la formation dans un premier temps.

Ce faisant, le réseau des référents RH poursuit les objectifs suivants :

- > Montée en compétence par la spécialisation.
- > Amélioration de la qualité du service.
- > Optimisation des moyens et des équipes disponibles.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

Les parties prenantes de ce réseau thématique seront les suivantes :

- > Les directions RH des communes et de la Métropole.
- > Des partenaires externes tels que le CNFPT ou le centre de gestion de l'Hérault.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

- > Mise en place d'un réseau structuré permettant de répondre à tout moment aux questionnements des agents et des élus en matière de RH.
- > Organisation des équipes autour de mode de gestion harmonisé.
- > Réalisation d'achats groupés de formation.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

Janvier 2016 : Création du réseau des référents RH.

Janvier 2017 : Mise en place d'une stratégie de formation partagée au sein du bloc communal.

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

Cette coopération étant de nature informelle, elle n'implique pas de structuration juridique ou de portage économique particulier.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHÉMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services
- > L'action a un effet direct sur les usagers
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire



n°4

FICHE ACTION PROSPECTIVE

Réseau thématique communication

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



FONCTIONS RESSOURCES

Communication

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

Mobilisation et mise en réseau des chargés de communication des 31 communes de la Métropole pour favoriser le partage d'informations et de bonnes pratiques et la mise en œuvre d'outils ou de projets de communication communs au sein du bloc communal.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

- > Création et animation d'un réseau constitué des référents communication des 31 communes.
- > Fonction de coordination et d'animation assurée par la direction communication de la métropole.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

À travers des rencontres périodiques et le déploiement d'outils spécifiques, l'objectif est de favoriser l'émergence progressive d'une culture d'échange et de coopération entre communicants.

Celle-ci peut, par exemple, se matérialiser par une meilleure circulation de l'information ou de l'actualité propre à chacun, la conception et la mise en œuvre d'actions de communication impliquant tout ou partie des membres du réseau, le partage de bonnes pratiques ou, à terme, la mise en place de groupements de commandes en vue d'achats mutualisés de fournitures. L'objectif est également de favoriser la montée en compétence des participants.

Pour la métropole, cette coopération avec des communicants proches du terrain et des habitants constitue une opportunité de trouver, pour ses actions de communication, des relais de proximité plus efficaces et économiques que les actions qu'elle pourrait porter seule.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

Le réseau est identifié et construit à partir de 2015, pour permettre la mise en chantier de premières productions collectives. Deux premières réunions (à la Métropole, puis à Pérols) ont été organisées entre le printemps et l'été 2015. Le mode de fonctionnement très souple du réseau a d'ores et déjà permis quelques réalisations :

- > Mise en place d'une liste de discussion en ligne entre les membres du réseau.
- > Développement d'un agenda sur le portail métropole ouvert aux contributions des communes (déploiement à venir).
- > Réflexion partagée et réalisation des supports d'édition du présent schéma de mutualisation.
- > Réflexion à venir sur l'installation des guichets uniques dans les mairies...

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

Réseau informel ne nécessitant pas de structuration juridique ou de portage économique spécifique.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHÉMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune ☆☆☆
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire ☆☆☆
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal ☆☆☆
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services ☆☆☆
- > L'action a un effet direct sur les usagers ☆☆☆
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire ☆☆☆

N°5

FICHE ACTION PROSPECTIVE Réseau thématique aménagement

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

Echanges sur les bonnes pratiques et partage d'expériences en matière d'aménagement avec pour objectif de développer une culture commune et une vision partagée des enjeux locaux.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

Création et animation d'un réseau constitué des référents aménagement (DGS et/ou responsables de service urbanisme) des 31 communes. Fonction de coordination et d'animation assurée conjointement par la Métropole et un DGS de commune.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

Par la logique de mise en réseau, il est attendu une amélioration du niveau d'expertise, ce qui permettrait globalement aux parties prenantes d'éviter les écueils préjudiciables au projet urbain.

Plus largement, en guise d'appui collectif, le réseau permettrait de partager les Observatoires mis en place par la Métropole.

Enfin, la mise en place d'outils communs de suivi (tableau de bord) favoriserait une vision claire des projets en cours et permettrait une meilleure gestion des interactions éventuelles entre eux.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

Dès 2015 : Constitution d'un réseau-expert en aménagement identification des parties prenantes-membres du réseau.

2016 : Mise en place de journées thématiques 2 ou 3 fois/an.

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

Coopération horizontale avec la mise en place d'un réseau d'experts volontaires issus des communes et de la Métropole.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHEMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services
- > L'action a un effet direct sur les usagers
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire



n°6

FICHE ACTION PROSPECTIVE

Stratégies partagées d'action foncière

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

Cohérence de l'action foncière à l'échelle de la métropole.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

Mise en réseau de la stratégie foncière des communes et de la Métropole animée par les chargés de projet de la Ville et de la Métropole.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

- > Soutien aux communes dans la mise en œuvre des outils nécessaires aux acquisitions foncières (négociation amiable, DUP, convention 1/3 payeur, périmètre d'études ou ZAD).
- > Un logiciel commun en réseau à toutes les communes pour le traitement des DIA.
- > Mise en réseau de la stratégie foncière et constitution d'un observatoire du foncier.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

- > 2016 : logiciel commun en réseau.
- > 2017 : mise en réseau de la stratégie foncière (à structurer en fonction de l'objectif).
- > Constitution d'un observatoire du foncier (à atteindre avant la fin du schéma).

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

Cette mise en réseau s'opère sur la base du volontariat et de la gratuité.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHÉMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services
- > L'action a un effet direct sur les usagers
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire





FICHE ACTION PROSPECTIVE

Réseau thématique périscolaire

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



SERVICES A LA POPULATION

Education

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

Mise en commun méthodologique et technique autour de retours d'expériences et de pratiques pour améliorer la qualité du service rendu à l'usager, ainsi que l'organisation du service en commune.

Plusieurs pistes ont pu être évoquées : ressources documentaires partagées, Agora, Forum.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

Emergence d'un réseau d'échange intégrant la Métropole, la Ville Centre et toute autre commune de la Métropole.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

La constitution d'un réseau de professionnels permettrait l'émergence de besoins communs en matière de formation à destination des animateurs, auxquels un groupement de commande permettrait de répondre collectivement.

Par le biais des rapprochements entre collectivités, les ressources humaines pourraient être mutualisées, favorisant la professionnalisation des animateurs. La collaboration des services enfance jeunesse permettrait également la mutualisation des équipements, et à plus long terme, améliorerait l'efficacité et l'organisation des temps d'accueil périscolaire.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

- > Dès la rentrée 2015, des réunions devraient s'organiser entre communes volontaires sur des thématiques précises à l'instar de l'accompagnement des équipes éducatives des communes par l'Ecolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole.
- > Au fil de l'eau, identification de pistes de formations collectives et de mutualisation plus avancées.

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

Ne s'agissant pas d'une compétence Métropolitaine, le modèle économique reste à étudier.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHÉMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune ☆☆☆
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire ☆☆☆
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal ☆☆☆
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services ☆☆☆
- > L'action a un effet direct sur les usagers ☆☆☆
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire ☆☆☆

n°8

FICHE ACTION PROSPECTIVE

Réseau thématique accessibilité

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



INTERVENTIONS TECHNIQUES

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

Regrouper la commission intercommunale et les commissions communales dans la mesure où elles sont toutes deux en charge de dresser les constats d'accessibilité des ERP (Etablissement Recevant du Public) et de proposer les solutions utiles de nature à améliorer l'accessibilité des installations.

Ce faisant, l'objectif de cette coopération est la mutualisation des moyens et des connaissances en matière d'accessibilité.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

Réseau thématique animé par la Métropole.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

Plus grande cohérence de l'action publique en matière d'accessibilité. Une seule instance serait en charge d'analyser les problématiques d'accessibilité des ERP sans distinction du gestionnaire (cheminement, accès, intérieur du bâti...).

Attention, il ne s'agit pas d'un transfert de responsabilité, chaque propriétaire d'ERP reste tenu d'appliquer les obligations en matière d'accessibilité et de prendre en charge les travaux qui lui incombent.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

Il est souhaitable dans un premier temps d'établir un diagnostic précis des besoins (fréquence des commissions, compétences, charges administratives...) et des moyens actuels.

La date de mise en œuvre dépend du résultat de cette étude. Objectif : 2 à 3 ans.

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

L'article L 2143-3 du CGCT prévoit la création obligatoire d'une commission intercommunale pour l'accessibilité dans les EPCI de plus de 5 000 habitants, dès lors qu'ils disposent de la compétence « transports » ou « aménagement du territoire ». Les missions de la commission intercommunale sont les mêmes que les commissions communales. Les communes peuvent transférer une ou plusieurs missions de la commission communale à la commission intercommunale grâce à une convention signée entre les communes et l'EPCI.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHÉMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune ☆☆☆
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire ☆☆☆
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal ☆☆☆
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services ☆☆☆
- > L'action a un effet direct sur les usagers ☆☆☆
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire ☆☆☆

n°9

FICHE ACTION PROSPECTIVE

Gestion des risques et des événements de sécurité civile

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



SERVICES À LA POPULATION

Sécurité civile

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

Mutualisation de moyens et services en matière de gestion des risques et des événements de sécurité civile, dans une optique de professionnalisation et de mise en cohérence des pratiques.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

Cette action sera principalement animée par la Ville de Montpellier et la Métropole et s'adressera à l'ensemble des communes qui le souhaitent.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

La gestion des risques majeurs et des événements de sécurité civile implique, pour les différentes composantes du bloc communal, de travailler simultanément sur trois volets :

- > L'action prospective (développement technique, organisation, information préventive des risques majeurs, actions de prévention...).
- > La planification et l'élaboration d'outils d'aide à la décision (plan communal de sauvegarde et plan gestion des moyens pour l'essentiel).
- > La gestion opérationnelle des événements de sécurité civile.

Sur ces trois volets, la mise en place d'un réseau thématique gestion des risques et des événements de sécurité civile est susceptible d'apporter des réponses pertinentes.

Plusieurs actions peuvent être envisagées en groupement pour renforcer l'efficacité et la réactivité opérationnelle en situation de gestion de crise.

Des prestations mutualisées ou groupements de commande :

- > Mise en place d'un automate d'appel mutualisé.
- > Mise en place d'un outil cartographique des axes et points bas fermés.
- > Maintenance des sirènes.
- > Une main courante mutualisée.
- > Un SIG métropolitain de gestion des événements de sécurité civile.
- > Des outils de communication et de gestion de crise (applications smartphone...).

Des éléments de langage diffusés en temps réel aux communes pour alimenter leurs différents canaux de communication : sites Internet, réseaux sociaux...

De même, une sensibilisation collective peut être proposée aux communes pour la rédaction, le suivi et la mise en œuvre de leur plan communal de sauvegarde.

Enfin, en matière de prévention et gestion de l'urbanisation dans les secteurs à risque, la prise de compétence PLUi par la Métropole invite à intégrer de façon plus soutenue la prévention des risques dans les documents réglementaires d'urbanisme comme dans l'ensemble des projets d'aménagement.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

À préciser

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

- > Les actions de nature informelle ne nécessitent pas de structuration juridique particulière.
- > Le modèle économique des actions impliquant des prestations externes reste à étudier.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHÉMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services
- > L'action a un effet direct sur les usagers
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire



N°10

FICHE ACTION PROSPECTIVE Réseau thématique « espaces verts »

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



INTERVENTIONS TECHNIQUES

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

- > Créer un réseau d'experts dans le domaine de la gestion et de la création des espaces verts et naturels, favorisant la préservation de la biodiversité et la lutte contre le réchauffement climatique.
- > Partager et harmoniser les savoirs faire (expertise) qui se sont développés au niveau de chaque commune de la Métropole.
- > Renforcer la solidarité entre les collectivités de la Métropole et à améliorer le service rendu à l'usager.
- > Faciliter la mobilisation de structure d'accompagnement en matière de formation (CNFPT) ou de recherche et développement (Plante et Cité).

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

- > La métropole (Pôles territoriaux et bureau d'études Espaces Publics).
- > Les communes volontaires.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

Actions menées

Production de fiches de préconisations partagées dans les domaines suivants : préservation de la biodiversité, obtention d'éco-label, 0 phyto et traitements alternatifs, économie d'eau, lutte contre les plantes invasives, embellissement des entrées de ville, protection du patrimoine arboré, coûts de gestion...

Résultats attendus

Sur le plan financier :

- > Optimiser les modes de gestion par des projets de mutualisation.

Sur le plan environnemental :

- > Développer une culture commune en faveur de la biodiversité et de la gestion du patrimoine vert.
- > Favoriser la mise en place du 0 phyto et des économies d'eau.

Sur le plan social :

- > Valoriser les savoir-faire.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

Une réunion d'une journée pouvant s'articuler sur un échange en salle suivi d'une visite terrain de réalisation au sein de la métropole (ou hors métropole ?).

Gestion tournante entre les responsables des différentes communes (en fonction des thèmes abordés ?) de l'animation une fois par trimestre ou une fois par mois.

3^e trimestre 2015 : Recensement des acteurs métropolitains, définition du rythme de réunion (une fois par trimestre ou une fois par mois) et de la gestion de l'animation.

1^{er} semestre 2016 : mise en place des premières réunions et bilan.

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

Cette coopération étant de nature informelle, elle n'implique pas de structuration juridique ou de portage économique particulier.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHÉMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services
- > L'action a un effet direct sur les usagers
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire



n°11

FICHE ACTION PROSPECTIVE Mutualisation des salles de spectacle

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



SERVICES À LA POPULATION

Culture

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

- > Rationaliser les dépenses publiques par une mutualisation des personnels et des matériels dédiés à ces salles.
- > Promouvoir une offre culturelle de qualité, cohérente et accessible au plus près des habitants.
- > Améliorer et harmoniser le service rendu à l'utilisateur en coordonnant l'offre culturelle, les outils de communication et les pratiques tarifaires, et en améliorant la lisibilité de l'offre, auprès des usagers comme des compagnies artistiques.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

La métropole.

Les 31 communes de la Métropole ont vocation à utiliser ce service de manière plus ou moins intégrée et plus ou moins fréquente.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

Sur le plan financier :

- > Répartition des dépenses d'investissement liées à l'achat de certains matériels (sonos, éclairages, véhicule...).
- > Mutualisation de certains emplois (directeur, régisseur, billetterie).
- > Réalisation commune de supports de communication.

Sur le plan culturel :

- > Plus grande attractivité des salles auprès des compagnies culturelles.
- > Plus grande lisibilité de l'offre auprès des usagers.
- > Coordination et complémentarité de l'offre.
- > Possibilité de faire émerger des manifestations de plus grande envergure (par exemple festival).

Sur le plan social :

- > Dynamisation de l'emploi culturel.
- > Développement d'une offre culturelle de proximité, répartie sur l'ensemble du territoire métropolitain, au plus près des lieux de vie des publics et contribuant à revitaliser les territoires.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

1^{er} trimestre 2016 : mise en place de la cellule ressource.

Printemps 2016 : établissement du projet culturel et artistique commun avec mise en place d'une programmation coordonnée.

1^{er} trimestre 2017 : ouverture de 2 premiers équipements.



n°11

FICHE ACTION PROSPECTIVE Mutualisation des salles de spectacle

MODÈLE JURIDIQUE ET/OU ÉCONOMIQUE

Modèle juridique : service commun.

La création du service commun devra être formalisée par l'établissement d'une convention qui déterminera la collectivité gérant le service commun (Métropole), précisera l'étendue du service mis en commun, le nombre d'agent transférés, les moyens matériels dévolus au service et ses modalités de financement.

Un comité de pilotage devra être constitué afin de veiller à la bonne gouvernance du service, et à la maîtrise des choix et des spécificités culturelles de chaque commune. Un schéma de programmation culturelle sera élaboré annuellement à partir des orientations du comité de pilotage.

Le service sera composé de prestations « à la carte » :

- > Direction culturelle et artistique.
- > Programmation et contractualisation avec les prestataires et partenaires artistiques.
- > Achat de spectacles.
- > Formalisation de tous les aspects juridiques de l'activité.
- > Régie technique (moyens humains et matériels).
- > Billetterie.
- > Communication (supports traditionnels et NTIC).
- > Service des publics.
- > Prêt de matériel.

Les communes pourront choisir d'adhérer au service commun pour tout ou partie de ces prestations.

Modèle économique

La métropole participera au fonctionnement du service commun selon des modalités qui restent à déterminer.

Chaque prestation fera ensuite l'objet d'une facturation aux communes, à titre forfaitaire (clé de répartition basée sur le nombre de leviers de rideaux pour la direction artistique, la régie technique, la billetterie, la communication, le prêt de matériel) ou sur la base du reste à charge, après participation de la Métropole (achats de spectacles). **Le modèle original et le projet artistique sont susceptibles de mobiliser des financements de l'Etat et la Région notamment.**

CONTRIBUTION AUX FINALITÉS DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

- | | |
|---|-----|
| > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune | ☆☆☆ |
| > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire | ☆☆☆ |
| > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal | ☆☆☆ |
| > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services | ☆☆☆ |
| > L'action a un effet direct sur les usagers | ☆☆☆ |
| > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire | ☆☆☆ |

n°12

FICHE ACTION PROSPECTIVE

Réseau thématique Enseignement musical

THÈME
DE RATTACHEMENT
DE LA COOPÉRATION
MUTUALISATION



SERVICES À LA POPULATION

Culture

OBJECTIFS
DE CETTE
COOPÉRATION

- > Apporter un service cohérent de qualité en termes d'offre d'enseignement musical sur le territoire métropolitain.
- > Proposer une offre d'enseignement musical au plus grand nombre sur le territoire métropolitain.
- > Réduire les coûts de gestion des écoles de musiques.
- > Optimiser la fonction RH en lien avec cette compétence au sein des collectivités concernées.

PARTIES PRENANTES
ET GOUVERNANCE

La Direction de la Culture de la métropole et les communes concernées qui ont une école de musique municipale (Juvignac, Pérols, Saint Jean de Védas, Sussargues et Castries).

À terme les autres communes qui ont une activité via le monde associatif sur leur territoire.

Le pilotage de cette mutualisation pourrait être organisé à travers l'émergence d'un réseau des acteurs concernés, pour évoluer ensuite vers des solutions juridiques.

ACTIONS MENÉES ET
RÉSULTATS ATTENDUS

Mise en place de modalités d'organisation territoriale de l'enseignement musical sur le périmètre de la Métropole.
Optimisation de la fonction RH entre les communes concernées.

MÉTHODOLOGIE
DE MISE EN ŒUVRE
ET CALENDRIER

- > État des lieux de l'enseignement artistique sur le territoire : diverses rencontres auprès des écoles municipales puis associatives (mai à septembre 2015).
- > Analyse de l'enquête puis ciblage des attentes (octobre novembre 2015).
- > Ebauche de scénarii (décembre 2015 janvier 2016).
- > Elaboration du schéma d'organisation territoriale (février à mai 2016).
- > Mise en œuvre des actions à partir de septembre 2016.

MODÈLE JURIDIQUE
ET/OU ÉCONOMIQUE

À étudier.

CONTRIBUTION AUX
FINALITÉS DU SCHÉMA
DE MUTUALISATION

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services
- > L'action a un effet direct sur les usagers
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire



2.2. Rapprocher les administrations au sein du bloc communal, et plus spécifiquement la Ville-centre et la Métropole

Les principales raisons

L'élaboration du schéma de mutualisation conduit à s'interroger sur les coopérations de toute sorte au sein du bloc communal. Au sein de cet ensemble, la mutualisation entre la Ville-centre et la Métropole occupe une place particulière, pour trois principales raisons.

D'un **point de vue politique** tout d'abord, le fait que le Président de la Métropole soit également le Maire de la Ville de Montpellier crée un contexte favorable à un rapprochement renforcé entre ces deux entités.

D'un **point de vue organisationnel** ensuite, la taille de ces deux entités, l'articulation souvent étroite des politiques publiques dont elles ont la charge ainsi que les similitudes de gestion de leurs fonctions supports plaident pour une convergence soutenue car c'est dans cette dernière que reposent les économies d'échelle les plus importantes à moyen terme.

Enfin d'un **point de vue plus stratégique**, force est de constater que la convergence entre la Ville et la Métropole semble une condition essentielle de réussite de la logique de coopérative de services aux communes. En effet, le rapprochement entre les entités de la Ville et de la Métropole qui exercent le même métier est de nature à générer des économies d'échelle qui pourront être utilement réinvesties dans la logique de coopérative de services aux communes.

Cette démarche de mutualisation progressive des services de la Ville-centre et de la Métropole, dénommée « Convergence » poursuit deux objectifs essentiels.

Il s'agit en premier lieu de construire une organisation à même de relever les défis du mandat :

- > Structurer les 7 piliers du projet métropolitain : santé, développement numérique, mobilité et déplacements, développement touristique, agro-écologie/alimentation, patrimoine/culture et université, citoyenneté, développement social et égalité des chances.
- > Placer la proximité, la réactivité et l'innovation au cœur des politiques publiques.
- > Gérer la contrainte : « faire mieux avec moins ».
- > Renforcer la diffusion d'expertise au service des 30 autres communes, dans une logique de coopérative de services.

Il s'agit par ailleurs de se préparer au transfert ou à la délégation potentiels de certaines compétences du Département (confirmé par la promulgation de la loi NOTRE), de la Région et de l'État.

Les principales fondations

Sur la base de ces objectifs politiques, il est proposé d'engager dès 2016 une démarche de réorganisation de l'administration de la Métropole et de la Ville-centre autour de trois principes fondateurs.

1^{er} principe : une organisation rassemblée associant des services municipaux, métropolitains et mutualisés.

- > Des services municipaux pour les compétences purement communales (exemples : éducation, petite enfance, tranquillité publique).
- > Des services métropolitains pour les compétences totalement métropolitaines avant le 1^{er} janvier 2016 ou à compter du 1^{er} janvier 2016 (exemples : eau et assainissement, gestion des déchets, entretien de l'espace public, planification urbaine, etc.).
- > Des services mutualisés pour les compétences ou fonctions supports partagées : l'ensemble de la direction générale (progressivement à partir du 1^{er} janvier 2016) puis l'ensemble des directions transversales (exemples : finances, ressources humaines, informatique, affaires juridiques, moyens généraux, etc.) ou certaines directions opérationnelles (exemple : culture, sport).

2^e principe : Une organisation contribuant activement à la structuration de la coopérative de service aux communes.

La construction d'une administration rassemblée entre la Métropole et sa Ville-centre s'opérera au bénéfice des 31 communes et sera un vecteur efficace pour alimenter et structurer la logique de coopérative de services aux communes, qui est la clef de voûte du schéma de mutualisation : animation de réseaux d'expertise thématiques (ex : affaires juridiques, aménagement, plans communaux de sauvegarde), mise en place de services communs « à la carte » (exemple : maintenance informatique, gestion des salles de spectacle communales), coordination accrue entre les politiques communales et métropolitaines sur des champs partagés (exemple : culture et sport).

3^e principe : Une intégration progressive

La construction de cette administration rassemblée entre la ville-centre et la Métropole s'opérera en plusieurs étapes. Le premier acte de cette nouvelle organisation prendra la forme, au 1^{er} semestre 2016, de la création d'une équipe de direction générale totalement mutualisée. Une deuxième phase d'intégration sera mise en œuvre au 1^{er} semestre 2017 avec la mutualisation des directions fonctionnelles et opérationnelles initialement présentes dans les deux collectivités.

L'ensemble de ce processus est ouvert aux communes qui le souhaitent. Pour mener à bien ces chantiers, des binômes ont été constitués sur les thématiques suivantes :

- > Voirie et espaces publics
- > Fonction bâtiminaire
- > Guichets uniques de proximité
et relation aux usagers
- > Juridique et commande publique
- > Informatique
- > Finances
- > Ressources humaines
- > Moyens généraux
- > Foncier
- > Droit des sols
- > Aménagement
- > Sport
- > Culture
- > Emploi Insertion

Les travaux menés dans ce cadre feront l'objet de fiches actions prospectives lors de l'actualisation du schéma.

2.3. Accompagner la convergence des politiques du bloc communal

Comme il a été rappelé plus haut, le développement de pratiques de coopération ou de mutualisation sur des sujets précis est souvent l'occasion de constater l'intérêt et l'opportunité de faire converger plus largement les politiques publiques du bloc communal dans des champs d'action qui ont vocation à demeurer partagés entre les communes et la Métropole.

En matière de politique culturelle et sportive par exemple, une plus-value certaine est à rechercher dans le cadre de la mutualisation. En effet, cela permettrait de dépasser la logique sectorielle pour s'inscrire dans une démarche concertée. La définition d'objectifs partagés en matière de politique culturelle, pourrait se traduire à titre d'exemple, par la rédaction d'un schéma culturel territorial du bloc communal, articulant un diagnostic partagé et des objectifs concrets et mesurables.

Au-delà de la culture, d'autres politiques publiques partagées comme le sport ou la cohésion sociale gagneraient à faire l'objet, à moyen terme, de schémas territoriaux partagés et co-construits.

Accusé de réception en préfecture
034-213401342-20151019-2015-62-DE
Date de télétransmission : 23/10/2015
Date de réception préfecture : 23/10/2015

PARTIE III : Un dispositif de suivi et de pilotage spécifique

Plus qu'un document à valeur juridique, la Métropole souhaite faire de son schéma de mutualisation une feuille de route programmatique pour identifier, penser, structurer et articuler les logiques de coopération et de mutualisation au sein du bloc communal, quelles que soient leur nature.

Mener à bien cet ambitieux chantier suppose de formaliser des principes de gouvernance et de préciser le rôle des différentes instances politiques et techniques de pilotage.

Rappelons que la réussite d'un projet de mutualisation n'est possible que s'il se fonde sur un projet territorial politique fort.

3.1. Des principes de gouvernance qui déclinent le pacte de confiance métropolitain

Le pacte de confiance, qui constitue le socle politique de la gouvernance métropolitaine, entend renforcer l'intégration intercommunale dans le respect des souverainetés communales. En matière de coopération et de mutualisation, l'affirmation d'un tel principe suppose d'ouvrir la possibilité de coopérations et de mutualisations consenties respectant les volontés propres à chaque commune et préservant la possibilité de rythmes d'avancements différenciés.

Pour ce faire, il sera proposé, à chaque fois que cela sera possible, des niveaux d'intégration différents, allant de la simple participation à un réseau d'échanges thématique à l'intégration dans un service commun en passant par le recours à une prestation de service. A titre d'exemple, la coopération / mutualisation dans le domaine des ressources informatiques pourra se limiter, pour les communes qui souhaitent conserver leur propre fonctionnement, à des collaborations ponctuelles avec la Métropole (ex : plateforme e-services, achat groupé de logiciels), mais elle pourra aussi prendre une forme plus aboutie pour les communes désireuses d'approfondir l'intégration au travers de la création d'un service commun de maintenance par exemple.

3.2. Des instances de pilotage politiques et techniques spécifiques

Si la conférence des maires dans la sphère politique et le séminaire des 31 DGS, dans la sphère technique, ont vocation à assurer un suivi global de la démarche, le suivi, l'évaluation et l'évolution du schéma de mutualisation reposera sur une instance technique : le groupe de travail coopération territoriale. Ce dernier, qui fonctionne de façon active depuis le mois de septembre 2014, poursuit plusieurs objectifs :

- > Identifier l'évolution des besoins de coopération / mutualisation à partir des remontées des communes.
- > Proposer une méthode commune à la conduite des différents chantiers de coopération / de mutualisation.
- > Articuler les différents chantiers entre eux.

En complément de ce groupe technique à vocation généraliste, animé par 4 DGS de communes, un cadre de la Métropole et un cadre de la Ville de Montpellier, des groupes projets par thématique peuvent être créés pour faire avancer de façon opérationnelles les différents axes de coopération / de mutualisation tels qu'ils sont exprimés dans les fiches actions. Ces groupes projets peuvent opter pour des modes de fonctionnement différenciés, tout en respectant a minima le principe d'un co-pilotage entre un DGS de commune et un cadre de la Métropole.

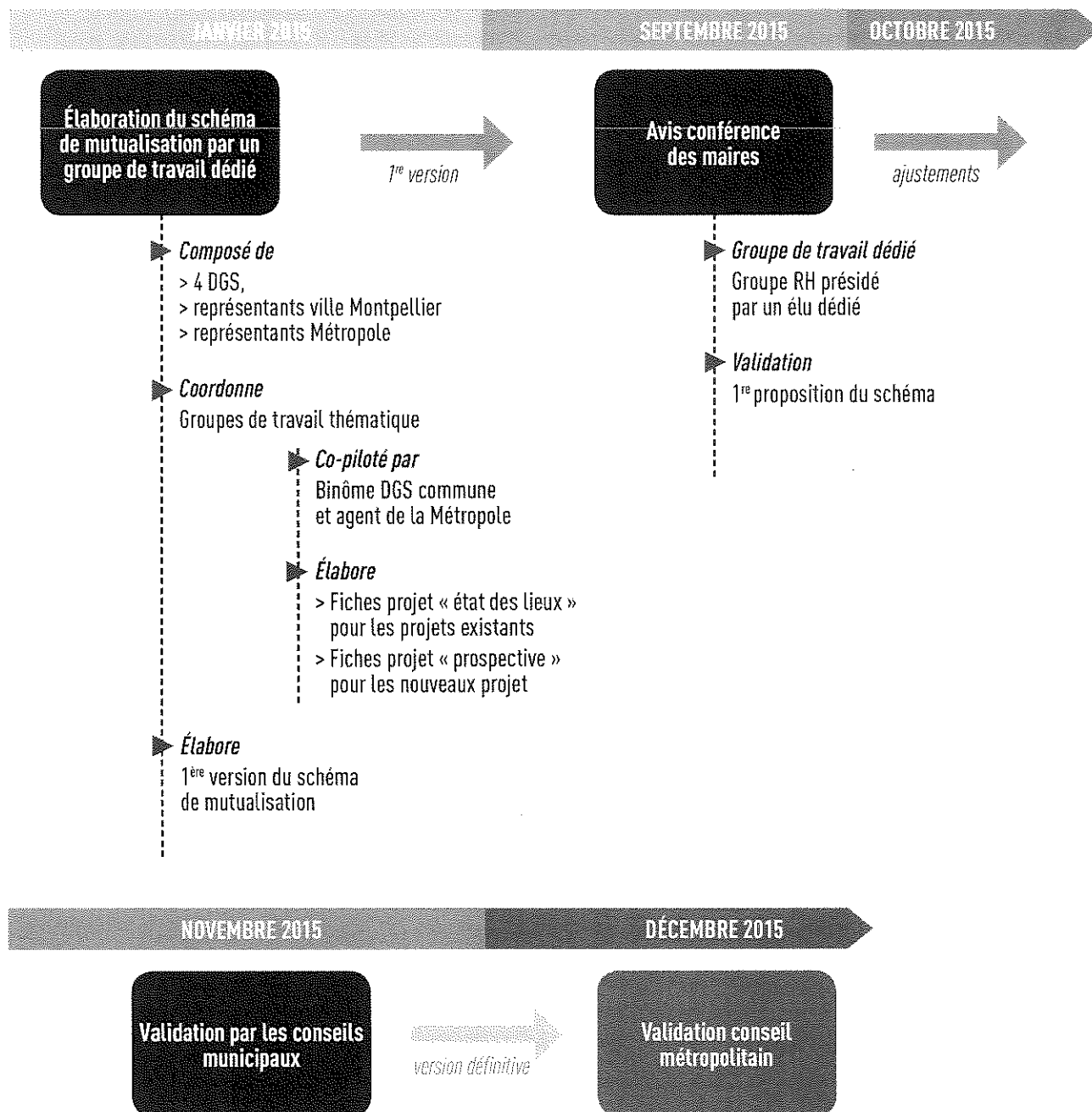
Lorsque cela sera nécessaire, des instances de nature plus territoriales pourront être mobilisées. A titre d'exemple, les conférences de secteurs, qui associent les maires de communes d'un même secteur pour contribuer à une meilleure déclinaison territoriale des politiques métropolitaines, pourront être mobilisées sur la déclinaison par territoire du schéma de mutualisation.

Des commissions thématiques spécifiques pourraient également être créées, Associant des élus municipaux et ouvertes autant que possible à des experts selon le secteur de politique publique abordé, e telles commissions pourraient également être un lieu de concertation avec différents partenaires institutionnels.

Enfin, il pourrait être envisagé la mise en place d'un comité de suivi spécifique à l'accompagnement du dialogue social. Cette instance permettra d'accompagner le changement de pratiques nécessaires à la réussite de la mutualisation (en effet, il ne faut pas minimiser l'écart de pratiques et de culture entre les communes).

Ce comité de suivi permettra également d'assurer une communication interne et de travailler avec l'ensemble des parties prenantes impactées par un projet de coopération ou mutualisation.

UNE ÉLABORATION CONCERTÉE ET PARTAGÉE AVEC LES 31 COMMUNES



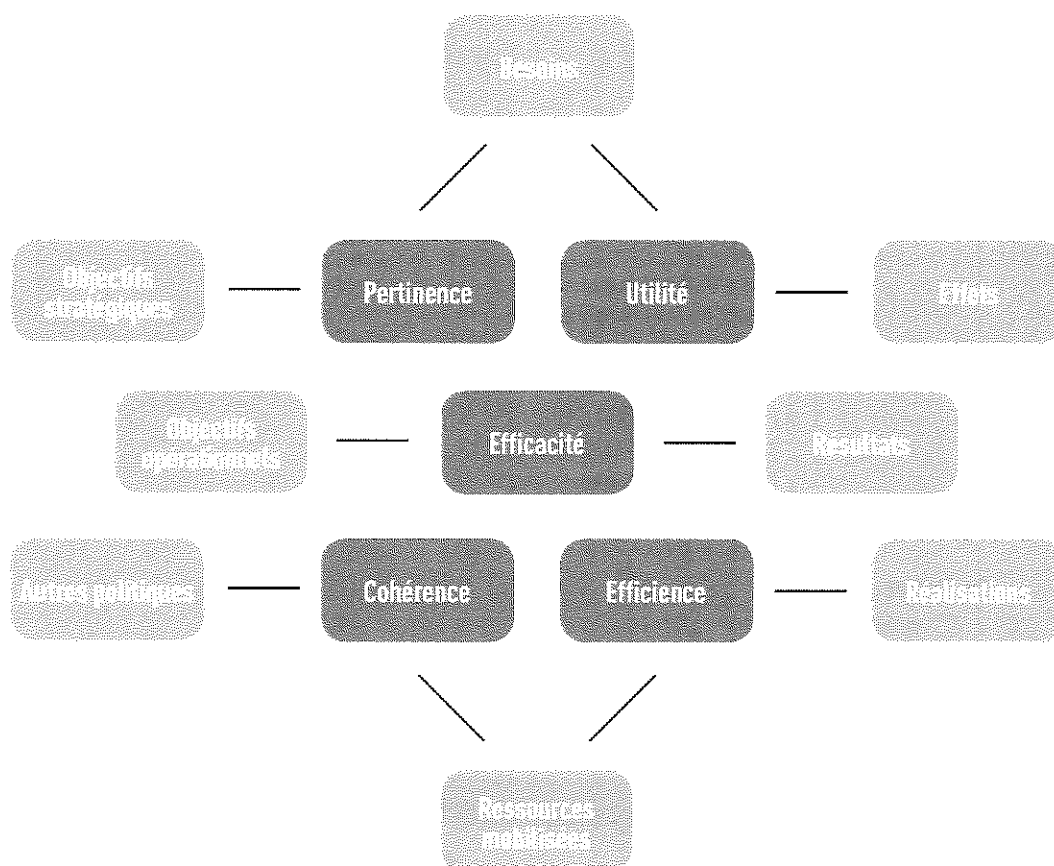
3.3. Une mise à jour annuelle à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, alimentée par un dispositif spécifique de suivi et d'évaluation

3.3.1. Un schéma qui s'inscrit dans une logique d'évaluation des politiques publiques

Inscrire d'emblée le schéma de mutualisation dans une logique d'évaluation des politiques publiques semble indispensable du fait de son caractère itératif et évolutif. Pour définir ou concevoir de nouvelles actions de mutualisation, pour réorienter ou modifier celles qui sont déjà mises en œuvre, il est important que les élus puissent être éclairés tant sur les changements produits par les actions initiées que sur la gestion des moyens, l'organisation et la conduite du partenariat propres à chacune de ces actions.

En d'autres termes, il semble important qu'ils puissent disposer d'un point de vue externe sur l'efficacité, l'efficience, l'utilité, la cohérence et la pertinence des actions menées comme l'illustre le schéma ci-dessous.

5 PRINCIPAUX CRITÈRES DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES



3.3.2. Un dispositif spécifique pour le suivi et l'évaluation du schéma de mutualisation

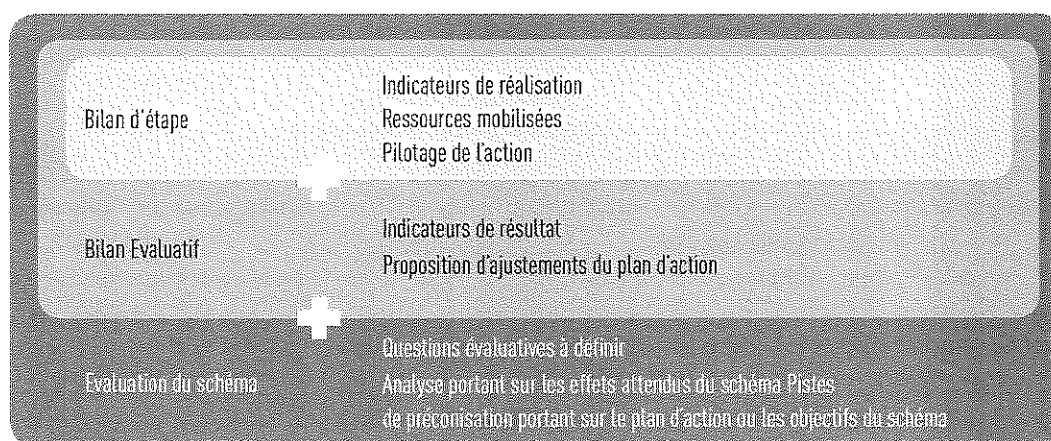
Le dispositif de suivi et d'évaluation pourra porter sur la contribution des actions aux objectifs du schéma tels qu'ils sont formulés dans les fiches actions prospective :

- > L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune.
- > L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire.
- > L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal (diminution des dépenses et/ou non-dépense).
- > L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services.
- > L'action a un effet direct sur les usagers.
- > La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire.

Dans le cadre de la mise en place du schéma, 3 démarches d'évaluation peuvent être envisagées :

	Objectif	Démarche	Temporalité
1	Rendre compte de ce qui a été fait chaque année	Un bilan d'étape annuel de la mise en œuvre des actions du schéma de mutualisation sera présenté chaque année à l'occasion du débat d'orientation budgétaire, comme le prévoit la loi.	À partir de 2014 annuellement
2	Apprécier ce qui a été produit annuellement par le schéma et l'ajuster au fil de l'eau	Un suivi évaluatif viendra compléter le bilan d'étape annuel en proposant une analyse des premiers résultats attendus de la mise en œuvre du schéma, permettant d'apprécier l'efficacité et l'utilité de ce dispositif et le cas échéant, d'en ajuster les objectifs ou les actions.	À partir de 2017 annuellement
3	Mettre en évidence en quoi et dans quelle mesure le schéma a produit des effets au regard de ses objectifs	Une évaluation du schéma permettra d'une part d'apprécier les effets attendus au regard des objectifs stratégiques, et d'autre part de pouvoir donner des pistes de préconisations en vue de l'améliorer.	À partir de 2019 une seule fois

Comme le montre le schéma ci-dessous, il y a une relation d'emboîtement entre les démarches.



Chronologie de la démarche proposée



Nous proposons ici, pour chacune des démarches, d'une part de rappeler les principaux objectifs de celle-ci, et d'autre part de préciser la méthode qui va être utilisée ainsi que les instances de pilotage et de validation.

	Bilan d'étape	Bilan évaluatif	Évaluation
Objectifs	Il s'apparente à un rapport d'activité du schéma de mutualisation. Il vise à rendre compte de la mise en œuvre des actions qui ont été prévues et à identifier les difficultés éventuelles à lever.	Il complète le bilan d'étape en proposant une analyse des indicateurs de résultat du schéma. Il vise à ajuster le plan d'action (ajouter ou supprimer des actions) et les objectifs opérationnels (ajout principalement)	Elle utilise les deux démarches précédentes pour notamment montrer si le schéma a produit les effets escomptés. Elle permet aux décideurs de réorienter les finalités ou le plan d'action et peut être utilisée pour justifier de son intérêt auprès des citoyens.
Analyse produite	<ul style="list-style-type: none"> > Effectivité de la mise en œuvre des actions > Les moyens matériels, humains et financiers consacrés > Les principales difficultés rencontrées > Le pilotage de l'action et implication des communes 	<ul style="list-style-type: none"> > Atteinte des résultats à court terme pressentis, directement liés aux actions réalisées > Propositions d'ajustements et pistes d'amélioration portant sur les actions > Pistes pour compléter le schéma par de nouveaux objectifs 	L'un ou plusieurs de ces critères : efficacité, efficience, cohérence, utilité et pertinence
Méthode	<ul style="list-style-type: none"> > Travail en collaboration avec les pilotes de chaque action pour définir les indicateurs de réalisation, les ressources mobilisées et les difficultés rencontrées > Collecte des informations, analyse par action > Proposition d'ajustement au regard des difficultés rencontrées 	<ul style="list-style-type: none"> > Définition des résultats attendus et des indicateurs associés > Collecte des données et le cas échéant mise en place d'un dispositif d'enquête > Analyse afin de comprendre en quoi et dans quelle mesure les actions ont permis d'atteindre les résultats > Élaboration de pistes d'ajustement sur les actions existantes ou nouvelles actions pour atteindre les résultats 	<ul style="list-style-type: none"> > Élaboration du référentiel d'évaluation (questions évaluatives, critères d'appréciation, cahier des charges) > Dispositif d'enquête et analyse des données > Préconisations portant sur les points faibles constatés <i>Chaque étape est validée par le comité de pilotage</i>
Comité technique	Groupe de travail coopération territoriale	Direction générale + 31 DGS	Agents référents + évaluateur (interne ou externe) Comité technique élargi (DGS + 31 DGS)
Comité de pilotage	Direction générale + 31 DGS	Groupe politique dédié	Comité de pilotage dédié (élus métropolitains, maires et membres de l'administration du bloc communal)
Présentation ou validation	Conférence des maires & Conseil métropolitain (présentation DOB) 2016	Conférence des maires & Conseil métropolitain (présentation DOB) À partir de 2017	Conférence des maires & Conseil métropolitain (validation) 2019

Annexes

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DES PRINCIPAUX OUTILS DE MUTUALISATION

OBJET		2 COMMUNES OU PLUS	UN EPCI À FP ET TOUTES SES COMMUNES	UN EPCI À FP ET CERTAINES DE SES COMMUNES	2 EPCI À FP ET SYNDICAT OU EP	1 EPCI À FP OU PLUS	D'AUTRES ACTEURS DU BLOC COMMUNAL
Mise à disposition individuelle [art. 61 à 63 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984]	Mise à disposition d'un agent d'une entité au profit d'une autre organisation	X	X	X	X	X	X
Mise à disposition de service au sein d'un EPCI (L. 5211-4-1 et L. 5215-30)	Mise à disposition ascendante ou descendante de service (dans le cadre de transferts de compétences et sous certaines conditions)	-	X	X	-	-	-
Mise à disposition de service d'un syndicat mixte (L. 5721-9)	Mise à disposition ascendante ou descendante de service	-	-	-	-	X	X
Service commun (L. 5211-4-2)	Constitution d'un service commun au sein de l'EPCI à FP pour effectuer certaines missions (en dehors des transferts de compétence)	-	X	X	-	-	-
Mise en commun de moyens (L. 5211-4-3)	Acquisitions de biens par l'EPCI à FP qui les partage avec ses communes	-	X	X	-	-	-
Création ou gestion d'équipements ou de services (L. 5214-16-1, L. 5215-27 et L. 5216-7-1)	Un partenaire confie à un autre la création ou la gestion d'équipements ou de services	-	X	X	-	-	-
Délégation de compétence (L. 1111-8)	Une entité délègue à une autre des compétences qui sont exercées par cette dernière au nom et pour le compte de l'entité délégante	-	X	X	-	-	-
Prestation de service (L. 5111-1)	Conventions ayant pour objet la réalisation de prestations de services	-	-	-	X	X	X
Entente (L. 5221-1 et L. 5221-2)	Convention ayant pour objet de traiter d'objets d'utilité communale ou intercommunale intéressant tous les participants (et compris dans leurs attributions) Possibilité d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune	X	-	-	-	-	-

Source : Mission IGA-IGF - ² En l'absence de précision les ratciles mentionnés sont ceux du CGCT

RÉCAPITULATIF DES CONTRIBUTIONS AUX FINALITÉS DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

	L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune	L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire	L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal	L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services	L'action a un effet direct sur les usagers	La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de co-construction de la mutualisation sur le territoire
Réseau thématique affaires juridiques	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆
Mutualisation des moyens et services informatiques	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆
Réseau thématique RH	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	-	☆☆☆
Réseau thématique communication	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆
Réseau thématique aménagement	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆
Stratégies partagées d'action foncière	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	-	☆☆☆
Réseau thématique accessibilité	☆☆☆	☆☆☆	-	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆
Réseau thématique périscolaire	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆
Gestion des risques et des événements de sécurité civile	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆
Réseau thématique espaces verts	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆
Mutualisation des salles de spectacle	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆
Réseau thématique enseignement musical	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆	☆☆☆

Baillargues
Beaulieu
Castelnau-le-Lez
Castrès
Clapiers
Courmonsec
Courmonterral
Fabrègues
Grabels
Jacou
Juvignac
Lattes
Lavérune
Le Crès
Montaud
Montferrier-sur-Lez
Montpellier
Murviel-lès-Montpellier
Pérols
Pignan
Prades-le-Lez
Restinclières
Saint-Brès
Saint-Drézéry
Saint-Geniès des Mourgues
Saint-Georges d'Orques
Saint-Jean de Védas
Saussan
Sussargues
Vendargues
Villeneuve-lès-Maguelone

montpellier3m.fr

50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2
Tél. 04 67 13 60 00 / Fax. 04 67 13 61 01
Tram. ligne 1 « Léon Blum » - Tram. ligne 4 « Place de l'Europe »



Montpellier
Méditerranée
Métropole